

# LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES PEUPLES OPPRIMÉS ET MINORITÉS NATIONALES DES BALKANS

Par des raisons techniques et pour la commodité de nos lecteurs, nous publions à partir du No. présent la «Fédération Balkanique» en deux Editions séparées: l'Édition Française-Allemande et l'Édition Balkanique.

## La Quinzaine Internationale

### Les réparations Orientales

La Conférence de la Haye, qu'ont tenue les puissances en août dernier, n'avait pas seulement pour mandat d'étudier la question des réparations occidentales, c'est-à-dire de rechercher comment l'Allemagne s'acquitterait des obligations mises à sa charge par le traité de Versailles. D'autres puissances ont dû, comme l'Allemagne, expier leur défaite, et ainsi s'est posée la question des réparations orientales, qui concerne l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie. La Conférence de la Haye avait approuvé le plan Owen Young tel qu'il avait été élaboré à Paris par le Comité des experts. Elle avait chargé une des sept Commissions qu'elle avait nommées, de lui présenter un programme, lors de sa seconde session, pour régler les dettes des puissances Danubiennes vis-à-vis de l'Entente. Mais de grandes difficultés ont surgi devant cette Commission: ni la Hongrie, ni la Bulgarie n'ont souscrit aux exigences de leurs vainqueurs et aucun compromis n'a pu s'établir. Le débat reste en suspens.

Il n'est pas étonnant que onze ans après la clôture de la guerre mondiale, le problème des réparations soit encore discuté. Lorsqu'on se reporte aux guerres antérieures, on s'aperçoit que jamais on ne revendiqua de pareilles sommes. En 1871, les 5 milliards imposés à la France parurent un chiffre énorme. On en est bien loin aujourd'hui, et l'Allemagne paiera davantage annuellement durant tout un cycle d'années.

Si les Empires Centraux et leurs alliés avaient triomphé, au lieu d'être vaincus, ils n'auraient pas demandé moins qu'on ne leur a demandé à eux-mêmes. Pour ceux qui réfléchissent et qui connaissent la structure du régime économique-social, il n'est pas douteux que tous les Etats ne soient également responsables de la guerre, je veux dire les dirigeants de ces Etats, la féodalité agraire et la bourgeoisie industrielle, commerciale et bancaire. Ce sont les bourgeoisies qui auraient dû partager entre elles les frais de la guerre, mais précisément parce qu'elles dominent, elles ont rejeté ce fardeau sur les prolétariats.

La Bulgarie proteste contre les exigences qu'on formule à son égard. Elle allègue sa pauvreté, l'exiguïté de sa population, les pertes qu'elle a subies. On lui réplique: «Vous êtes entrée dans la guerre, en 1915, sans avoir été assaillie, ni provoquée et vous y êtes entrée dans l'espoir de vous agrandir et de vous enrichir aux dépens de vos voisins. Par suite, il est équitable que vous versiez des indemnités aux Etats victorieux». Mais il arrive que ce n'est pas la bourgeoisie bulgare qui est châtiée. Ce sont les ouvriers et les paysans, en vertu du mécanisme de la fiscalité capitaliste, et ces ouvriers et ces paysans subissent de lourds prélèvements sur leurs salaires. Le peuple bulgare manifeste son irritation. Mais le monde est ainsi fait que les prolétariats des pays vainqueurs devront payer pour les prolétariats des pays vaincus, si ceux-ci sont libérés. C'est à la lumière de ces constatations qu'il faut envisager le problème des réparations — Occidentales ou Orientales.

### La France, l'Italie et les Balkans

La France et l'Italie ont ouvert, il y a quelques mois, une négociation sur leurs litiges dans l'Afrique du Nord: litige Tunisien, litige Tripolitain et Saharien. Elle touche à leurs politiques générales, car nul n'ignore que l'impérialisme français et l'impérialisme italien se heurtent, l'un

à l'autre, dans la partie Septentrionale du Continent Noir, mais aussi qu'ils ont des frictions sérieuses sur tout le pourtour du bassin Méditerranéen, dans les Balkans et dans le Levant. Une nouvelle négociation a été entreprise qui vise la limitation des armements maritimes pour les deux puissances, l'Italie revendiquant la parité navale absolue que la France répudie en faisant valoir l'étendue et la dispersion de son Empire exotique. Cette seconde tractation se lie très intimement à la précédente. Si les cabinets de Paris et de Rome avaient liquidé leurs différends et considéraient la guerre comme désormais impossible entre eux, ils n'auraient aucune peine à réduire leurs escadres de croiseurs et leurs flottilles de submersibles. L'acharnement qu'ils mettent à se doter chacun d'une façon de primauté, atteste qu'ils n'excluent pas l'hypothèse d'une rencontre armée.

Cette hypothèse mérite de préoccuper les peuples balkaniques. Ceux-ci ne sentent pas seulement peser sur eux le joug de leurs classes dirigeantes, mais ils sont aussi les victimes des intrigues françaises et italiennes. Mussolini, d'un côté, et la diplomatie du Quai d'Orsay, de l'autre, cherchent à subordonner à leurs appétits expansionnistes les Etats secondaires de l'Europe Sud-Orientale. C'est pourquoi les conversations qui ont commencé ou qui vont commencer, entre Rome et Paris, sont d'un intérêt capital pour les Yougoslaves, les Bulgares, les Grecs, les Roumains, les Albanais, etc. Jusqu'ici, la Yougoslavie comptait sur les Alliances secrètes pour le cas où elle entrerait en lutte avec l'Italie, et la Bulgarie, de son côté, mettait toutes ses espérances en la protection du Duce. Mais un refroidissement très marqué s'est produit entre Rome et Sofia, comme l'a prouvé la démarche récente du ministre italien à Rome, démarche que ce diplomate avait concertée avec ses collègues français et anglais et qui tendait à obtenir de la Bulgarie, par pression, son acquiescement au programme des réparations. Les rapports franco-italiens, par leur évolution même, déterminent des secousses profondes en région balkanique, et l'on n'est pas encore au bout de cette histoire.

### Le fascisme Balkanique

Le fascisme, qui couvre déjà tant de pays, s'attache encore à étendre le domaine de son activité néfaste. En Italie, Mussolini alourdit chaque jour son joug. En Espagne, Primo de Rivera se refuse à quitter le pouvoir, en dépit de ses engagements déjà anciens. Horthy continue à persécuter en Hongrie les organisations ouvrières. La retraite de Voldemaras n'a entraîné aucun changement en Lithuanie. Pilsudski prépare manifestement un nouveau coup d'Etat en Pologne, où le corps des officiers lui fournira ses instruments d'attaque. En Autriche, les Heimwehren persistent à parler de leur marche sur Vienne, pour le cas où les social-démocrates ne s'inclineraient pas devant leurs exigences et refuseraient d'établir une dictature légale.

Mais la Presqu'île Balkanique, d'un bout à l'autre, résonne du cri des victimes. Maniu, en Roumanie, s'est comporté exactement comme ses prédécesseurs vis-à-vis de la classe salariée. Vénizélos, en Grèce, piétine les libertés acquises. En Yougoslavie, il n'y a plus que le bon plaisir d'Alexandre I et du général Jivkovitch. Ensemble avec les communistes, sont jetés dans les prisons des masses nationalistes croates, macédoniennes et d'autres peuples opprimés, condamnés, torturés et tués «en tentative de fuite». La dictature yougoslave se met, par ses cruautés, à la tête de tous les régimes dictatoriaux et

FD 7550

fascistes. En Bulgarie, où les Macédoniens dévoués à la dynastie, s'entretuent sans arrêt, les agrariens et les communistes sont frappés à tour de bras par Liaptcheff. Ce successeur de Tsankoff, jaloux des lauriers de son ancien maître, échafaude complot sur complot avec l'aide de sa police. Le procès des 52 communistes illustre ses méthodes. La dictature bulgare, qui a fait 20.000 morts, est une des plus cruelles des temps présents, mais le fascisme s'est si bien répandu et il accomplit

tant de crimes de toute espèce, que l'on perd toute faculté de s'indigner. C'est le malheur et la condamnation de notre temps que cette indifférence trop souvent signalée en présence des gestes barbares de la réaction. Comment la bourgeoisie rétrograde se révolterait-elle contre la politique de ceux qui la dirigent? Seuls les ouvriers ont le droit de flétrir certaines pratiques sauvages. Ils en ont aussi le devoir impérieux.

Paul Louis

## La situation en Bulgarie et le procès contre „les 52“

Le grand procès contre «les 52», — contre les membres illégaux du C. C. du P. C. B. (S. E.), contre des militants du même Parti, et contre les dirigeants du mouvement légal ouvrier — a enfin commencé le 20 novembre dernier. Le terme du procès tombe en un moment où les contradictions politiques et de classes sont particulièrement aiguës. D'autre part, la presse gouvernementale et celle de l'opposition bourgeoise fasciste profitent de l'occasion de l'assassinat des trois juges du tribunal de Sévliévo, pour créer une atmosphère morbide autour du procès — elle insiste sur l'exécution des sentences de mort prononcées en vertu de la «Loi de la Défense de l'Etat».

La situation intérieure politique est anarchique — assassinats quotidiens et menaces d'assassinats publics, tolérés par les autorités, parce que ces dernières en sont des complices. Les assassinats ont déjà dépassé le sein des milieux fascistes macédoniens pour se répandre dans celui du gouvernement et des militaires. Les dernières menaces d'assassinat contre l'ancien chef de l'Ecole Militaire, le colonel D. Veltcheff, et contre l'ancien président du Conseil, aujourd'hui président de la Chambre, le sanguinaire professeur D. Tsankoff, ont provoqué une panique dans les milieux intéressés, et les résultats en sont: des polémiques aiguës et des lettres ouvertes dans la presse. On accuse ouvertement le ministre de la Guerre et les officiers supérieurs d'être les organisateurs et les exécuteurs des assassinats politiques (colonel Porkoff); on critique les autorités et la police parce qu'elles n'ont réussi à arrêter aucun des auteurs des centaines d'assassinats perpétrés dans les milieux macédoniens. Le journal archi-bourgeois «Znamé», du 23 octobre dernier, écrivait dans son article de fonds: «La Bulgarie est en réalité gouvernée par une conspiration qui a pour façade le Parlement, et un gouvernement qui supporte tout pour se maintenir au pouvoir».

Au point de vue financier et économique, le pays se trouve au seuil d'une catastrophe. Ces derniers jours, on a enregistré la faillite d'une des plus grandes maisons: «Backloff Frères», et de nombreuses autres faillites, à Sofia et dans tout le pays. Le bilan commercial des premiers neuf mois de l'année courante, accuse un déficit de 1.800.000.000 de leva. La misère parmi les masses travailleuses est indescriptible.

La situation extérieure du pays et du gouvernement n'est pas meilleure; la soi-disant opinion publique bourgeoise, est très tendue, à la suite des décisions de la Conférence de Paris sur la question des réparations de l'Est.

En conséquence de cette situation sans issue, et en réponse au redressement de la classe ouvrière (la grève des ouvriers des tabacs), le gouvernement a renforcé la terreur, organisant de nouveaux procès politiques de masse, essayant ainsi de paralyser le mouvement ouvrier du pays (le Parti Communiste en tête). En dehors du procès «des 52» il a été intenté: à Sofia un procès contre 32 personnes, à la suite du 1er août — les accusés, tous des membres des Comités centraux du Parti du Travail et des Syndicats Indépendants, sont tous arrêtés; à Plovdiv, contre 23 personnes, tous des membres du C. C. du Syndicat Indépendant des Tabacs et des Comités locaux du Parti du Travail et des Syndicats Indépendants; et plusieurs autres procès contre des militants ouvriers.

Les persécutions contre la presse du mouvement légal de classe sont particulièrement terribles. Ainsi, depuis le 1er août, on a arrêté, et inculpé en vertu de la loi de Défense de l'Etat: 9 rédacteurs du journal «Rabotnitschesko Délo»; 3 rédacteurs du journal «Edinstvo»; 2 de «l'Amnistia», et plusieurs autres des journaux de la Jeunesse «Mladéčka Douma» et «Mladéčka Iskra». A la suite de confiscations systématiques, ces journaux ne peuvent paraître des semaines entières.

Nous avons déjà montré la signification du procès «des 52». Il s'agit donc aujourd'hui de développer le plus que possible l'action internationale, afin de parer le coup dirigé contre le P. C. B. et les autres organisations ouvrières de classe de ce pays. Il s'agit de défendre les héroïques militants du P. C. B., restés vivants par miracle et qui, après avoir supporté d'incroyables inquisitions, vont être punis d'une façon draco-

nienne. Il s'agit d'arrêter l'attaque de la presse fasciste qui, cyniquement — à l'occasion de l'assassinat des trois juges — prépare l'opinion publique et demande l'exécution des sentences de mort prononcées en vertu de la loi de la «Défense de l'Etat». Dans le journal gouvernemental banquier «Slovo», Mr. Meinadjaroff, agent anglais, prescrit ouvertement au roi de signer les 20 dernières sentences de mort qu'on lui a présentées et de ne pas, à l'avenir, retarder sa signature en de semblables cas. On sait que le roi Boris est partisan des assassinats politiques sans jugement, ne voulant pas ouvertement engager son prestige.

L'assassinat des trois juges est l'oeuvre des éléments petit-bourgeois anarchistes. La tchéta de D. Ouzounoff, qui a accompli cet assassinat, est seule à le proclamer «une vengeance au nom de l'Union Agraire». Le député fasciste gouvernemental Harisanoff en reconnaît dans son interpellation le caractère politique. Il est très important de souligner que cet assassinat a été commis dans une région où, chaque été depuis la prise du pouvoir par Liaptcheff, d'horribles carnages et massacres d'agrariens et de communistes (Trojan, Lovetch, etc.) sont organisés sous le commandement de la barbare police de Liaptcheff, par des expéditions punitives. D'où la haine de la population contre le pouvoir fasciste, partant, l'aide que cette population fournit aux différentes tchéta, dont pourtant l'existence ne peut être justifiée aujourd'hui. Des expéditions punitives parcourent de nouveau cette région, et des journaux tels que le «Narod» et le «Znamé», dont les sentiments fascistes sont bien connus, annoncent que ces expéditions, dans leurs recherches des tchéta, ont fait preuve de «beaucoup trop de zèle contre la population».

Quant à la question de «l'indépendance» des juges bulgares, des milliers de procès intentés en vertu de la loi de la «Défense de l'Etat» ont prouvé qu'elle n'existait point. Une preuve encore plus éclatante: le tribunal de Plovdiv a prononcé ces jours derniers des sentences de détention à vie contre de jeunes agrariens accusés d'un attentat commis sur un ministre. Or, ces terribles sentences ont été prononcées contre eux, malgré le fait que deux expertises aient prouvé que les accusés ne s'étaient point servi de leurs armes. Le principal accusé a jeté devant le tribunal des lambeaux de sa propre peau qui lui avaient été arrachés à la suite des bastonnades inhumaines qu'on lui avait infligées pour l'obliger à des «aveux». L'expertise médicale a établi que ces lambeaux étaient bien de la peau humaine. Le journal «Outro» et d'autres journaux jaunes ont publié cet événement comme une sensation. D'autre part, le tribunal militaire de Sofia a confirmé ces derniers jours l'arrêt par lequel quelques colonels, inculpés à la suite de l'explosion à l'arsenal de Sofia en mars dernier, étaient reconnus innocents. Cette explosion avait pourtant causé la mort de 33 ouvrières et de plusieurs ouvriers. Malgré la protestation du procureur militaire lui-même, et malgré la polémique dans la presse bourgeoise («Znamé») prouvant la responsabilité du ministère de la Guerre et de différents chefs militaires, ces colonels ont été déclarés définitivement innocents.

Les militants inculpés dans le «procès des 52» comptent sur la défense du prolétariat bulgare et international, ainsi que sur celle de l'opinion publique avancée. L'action du prolétariat bulgare restera mémorable. Au mois de mars dernier, il a organisé un Comité spécial pour la défense de ces accusés détenus en prison. Le Comité a réussi, par des réunions publiques et des exposés, à démasquer la barbare inquisition infligée à ces malheureux à la direction de la police de Sofia. Le gouvernement a fait condamner deux membres de ce Comité et deux rédacteurs à 3 ans de prison et 20.000 leva d'amende chacun. Un nouveau Comité spécial vient de se fonder pour la défense des accusés, composé des représentants des organisations ouvrières, des fabriques, etc.

Le prolétariat international et bulgare et l'opinion publique progressive ont le devoir, par une protestation de masse, de parer le coup dirigé contre le P. C. B., contre les 52 accusés et contre le mouvement ouvrier légal en Bulgarie.

D. Iwanoff

## Télégrammes et Résolutions de protestation au gouvernement et aux autorités judiciaires bulgares

### Télégrammes:

Au nom de 600.000 membres élevons protestation véhémente contre torture infligée aux accusés dans le procès des 52, exigeons arrêt poursuite, remise en liberté et amnistie entière des détenus et émigrés, suppression des lois d'exception, punition des tortionnaires.

**Secours Rouge d'Allemagne**  
Présidence Centrale  
District: Berlin-Brandenburg

Considérons nouveaux procès monstres d'hommes torturés comme lourde accusation contre régime d'exception existant. Exigeons arrêt poursuites, amnistie générale, suppression lois d'exception, punition des tortionnaires.

**Henri Barbusse, Léon Vernochet, Prof. Alfons Goldschmidt, Dr. Kurt Hiller, Adolf Behne, Prof. R. Berger, Mme Dr. Helene Stöcker, Alfons Paquet, Prof. Dr. Karl Grünberg, Prof. Resch, Regina Ruben, Georg Ledebour, Mme Käthe Kollwitz, Helen Crawford, Evêque Montgomeri Brown, Upton Sinclair, Karin Michaelis**

Au nom de toutes les organisations rattachées à notre Comité représentant des millions d'ouvriers et d'intellectuels, nous protestons énergiquement contre le procès des 52 leaders et combattants révolutionnaires du mouvement de la libération sociale et politique des ouvriers et paysans bulgares; exprimons notre parfaite solidarité avec les accusés, exigeons leur libération immédiate, l'amnistie sans conditions de tous les détenus politiques et la suppression des lois d'exception.

**Comité International Antifasciste**  
**Henri Barbusse**

L'opinion publique du monde civilisé poursuit avec le plus vif intérêt le procès contre les 52 leaders et membres des organisations ouvrières bulgares. Rien ne peut être imputé à ces personnes qui ne soit, dans tous les pays civilisés, action absolument légale. Nous connaissons aussi les tortures auxquelles les accusés ont été soumis pendant leur longue détention préventive. Nous protestons solennellement contre ces procédés judiciaires et exigeons la libération des accusés.

**Peter Alma, artiste peintre, Amsterdam; Anita Augspurg, présidente de la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, Munich; Raissa Adler, Vienne; Julian Borchard, écrivain, Berlin; Franz Czech, ingénieur, Essen; Gertrud Eysold, actrice, Berlin; Dr. J. Fassler, médecin, Vienne; Dr. S. Friedländer-Mynona, Berlin; Ernst Friedrich, écrivain, Berlin; Dr. Eduard Fliegel, avocat, Vienne; Dr. Hermann Frischauf, médecin, Vienne; Dr. Marie Frischauf-Pappenheim, médecin, Vienne; Alfons Goldschmidt, professeur d'Université, Berlin; Engelbert Graf, député, Berlin; E. J. Gumbel, professeur à l'Université de Heidelberg; Lida Gustava Heymann, secrétaire de la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, Munich; Dr. Karl Holl, rédacteur de la «Gazette de Francfort», Francfort s./l. M.; Wilhelm Kocke, président de l'Union Syndicale des ouvriers**

mineurs chrétiens, Buer; **Dr. Franz Krejčí, professeur d'Université, Prague; H. Kundig, secrétaire syndical, Basel; Georg Ledebour, Steglitz; Dr. Th. Lessing, professeur d'Université, Hannover; Dr. Friedrich Maase, avocat, Düsseldorf; Helena Maliřová, Prague; Meta Kraus-Fessel, conseiller de gouvernement en retr., Berlin; Erich Mühsam, écrivain, Berlin; Fritz Oerter, écrivain, Furth, Bavière; Ivan Olbracht, Prague; Franz Pfempfert, écrivain, Berlin; Dr. Anny Reich, Vienne; Dr. Wilhelm Reich, médecin, Vienne; R. Roeker, écrivain, Berlin; Henriette Roland-Holst, Blumendaal, Hollande; Dr. Valentin Rosenfeld, avocat, Vienne; Karl Schmidt, écrivain, Eggersdorf; Dr. Egon Schönhoft, avocat, Vienne; Guido Senzig, Francfort s./l. M.; Antal Stašek, Prague; Daniel Tscharny, rédacteur, Berlin; Herwarth Walden, écrivain, Berlin; Dr. Armin T. Wegner, écrivain, Berlin; H. Wegscheider, député, Berlin; Erich Weinert, écrivain, Berlin; Louis de Wisser, député, La Haye; Wynkoop, député, La Haye; Dr. Otto Wyss, avocat, Zurich; Dr. Michael Zachidnyj, avocat, député au Sejm, Brzezany**

### Résolutions:

Les ouvriers viennois, assemblés pour fêter le 12me anniversaire de la Révolution Russe, protestent avec violence contre le meurtre judiciaire projeté par le gouvernement-bourreau bulgare contre 52 ouvriers et paysans bulgares, contre les héroïques militants communistes Jonko Panoff, Mladen Stoyanoff, Guéorgui Christoff, le député du Parti Ouvrier légal Avram Stoyanoff, le leader syndical Yordan Mileff, etc. Depuis des mois, on les soumet à des tortures médiévales pour leur arracher des «aveux». La police bulgare s'évertue à trouver des prétextes pour interdire les Syndicats Indépendants et le Parti Ouvrier et en fêter les chefs dans des geôles et les y faire pourrir.

Un nouveau crime horrible:

Le leader des ouvriers de tabac de Philippople, Dimitir Angueloff, qui avait aussi été arrêté et affreusement torturé, est maintenant «disparu»... il a été torturé à mort, assassiné sous d'affreuses souffrances. C'est avec un frisson d'horreur que nous venons d'apprendre ce nouveau forfait du gouvernement bulgare.

Nous exigeons la remise en liberté immédiate des détenus.

La Conférence des fonctionnaires du P. C. A., du S. R. A., du S. R. I., des organisations sportives et syndicales, etc., réunie à Berlin le 6 novembre 1929, proteste énergiquement contre les nouveaux actes de terreur du gouvernement bulgare contre les organisations ouvrières et leur presse, exige l'amnistie pour tous les détenus et émigrés politiques, la suppression de la loi de la Défense de l'Etat et de toutes les autres lois d'exception, la légalisation du P. C. B., déclare du devoir de toutes les organisations représentées à cette Conférence d'aider le prolétariat bulgare contre la nouvelle poussée du fascisme, et assure que le prolétariat allemand est décidée à participer par tous les moyens dont il dispose à la lutte de libération du prolétariat bulgare.

## La sanglante terreur de la dictature militaire-fasciste en Yougoslavie et l'oppression nationale

### Un important Appel des Organisations Nationales-Révolutionnaires des Balkans

Peter Jivkovitch remplit fidèlement la fonction à lui confiée par Alexandre Karaguéorguévitch.

Le sang coule à flots en Yougoslavie, la Glavniatcha et les autres hécatombes de ce pays sont bondées.

Ce sanglant régime de la mort, qui massacre les ouvriers, les paysans, les artisans, les intellectuels, les national-révolutionnaires, sévit en une sadique fièvre de boucherie. Mais il sévit avec une férocité toute particulière contre les Macédoniens et contre les communistes.

Pour montrer à nos lecteurs à quel degré la dictature en Yougoslavie a surexcité la population, nous publions ci-dessous les principaux passages d'un important Appel lancé aux peuples opprimés de Yougoslavie, par les Organisations Nationales-Révolutionnaires des Balkans.

Après avoir relevé le véritable caractère de la répartition de l'Etat en des Banats, ainsi que le coup qui par cela même est asséné aux nations opprimées, en mettant en question leur existence même, l'Appel dit:

«Devons-nous nous faire encore, lorsque aux anciennes

méthodes de la colonisation du Cossovo et de la Macédoine, de l'extermination des Albanais et des Macédoniens, de la serbisation à outrance, viennent s'ajouter des méthodes plus dangereuses encore? Aux anciens fascistes grand-serbes au Cossovo, la dictature vient d'ajouter de nouveaux fascistes, les gardes wrangéliens, cette garde blanche des anciens tzars; elle leur a fait don de terres albanaises et les a colonisés au Cossovo, pour les employer comme les bourreaux du peuple albanais. Les nouvelles méthodes sont bien calculées et tendent à anéantir complètement, dans un laps de temps de dix ans, toute la population albanaise du Cossovo et à la remplacer par des éléments nationaux serbes; à éliminer économiquement les Macédoniens et à les remplacer par des colons serbes. Après avoir proclamé officiellement que la Macédoine et une moitié du Cossovo constituaient le Banat du Vardar et que les populations macédonienne et albanaise de ces pays n'étaient que des Serbes, on persécutera plus féroceement encore que jusqu'ici quiconque osera défendre sa langue maternelle et son nom national.

«On ne doit point se taire en présence de la situation désespérée actuelle de tous les peuples de Yougoslavie. La crise agricole a provoqué une misère noire chez les paysans. Des centaines de milliers de paysans sont devenus de simples ouvriers à la journée. Beaucoup s'enfuient à l'étranger pour pouvoir y gagner le pain sec qui les empêchera de mourir de faim, s'ils ne se font pas embaucher dans les entreprises industrielles du pays, pour y travailler comme des esclaves, sous les pires conditions. La faim ne cesse pas de sévir dans les pays passifs. Les impôts et les autres contributions fiscales augmentent toujours, tandis que les prix des produits agricoles subissent des baisses épouvantables. Les paysans, enlisés dans leurs dettes, ne peuvent payer ni leurs impôts arriérés, et ni même les intérêts de leurs dettes aux usuriers, qui s'élèvent à environ 5 milliards de dinars. La dictature s'est emparé définitivement des terres des paysans. La réforme agraire est liquidée, et les gros-proprétaires reçoivent des milliards de la fortune populaire, contre quelques lopins de terres qui leur ont été pris.»

L'Appel constate ensuite que, malgré la terrible terreur exercée, le régime de la dictature n'a aucunement réussi à intimider les masses, et que toutes les possibilités d'une puissante et vaste action des masses pour renverser la dictature existent plus que jamais.

«Nous invitons, est-il dit dans l'Appel, les masses des peuples opprimés à élire de leur propre sein des comités de lutte. Partout, dans tout village, dans toute localité, dans toute colonisation, ces comités de lutte doivent être formés, composés de paysans, ouvriers et intellectuels progressifs révolutionnaires. Ces comités doivent grouper et unir les masses d'au-

tour d'eux, ils doivent en être les leaders dans les luttes quotidiennes contre la politique nationale, économique, financière, sociale de la dictature et doivent parfaire l'organisation des larges masses pour le renversement du régime de la dictature.»

Et l'Appel termine par ces mots:

«Peuples opprimés de Yougoslavie!

L'oeuvre de votre libération nationale sera votre oeuvre!

Entrez immédiatement en lutte contre la monarchie sanglante, contre la dictature grand-serbe militaire-fasciste! Tous les mouvements nationaux-révolutionnaires, ouvriers, paysans des Balkans en entier sont avec vous. Votre lutte est la leur. Le front révolutionnaire uni sera étendu à tous les Balkans, toutes les forces seront réunies et unies dans la lutte: pour la libération complète de tous les peuples balkaniques des impérialistes de l'intérieur et de l'étranger; pour la conquête de l'indépendance et de la liberté de la Macédoine, de la Croatie, du Monténégro, du Cossovo Albanais, de la Slovénie, de la Bosnie, de l'Herzégovine, de la Serbie, de la Vojvodine; pour la réalisation de notre grande idée: de la Fédération Balkanique des libres Républiques nationales des masses laborieuses.»

Cet Appel était signé par:

**L'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne Unifiée**  
(L'ORIM Unifiée)

**Le Comité Albanais d'Emancipation Nationale**  
**Le Comité Révolutionnaire de Cossovo**  
**L'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise**  
**Le Comité Révolutionnaire de la Thrace Occidentale**

## A propos du Congrès des Sociétés Macédoniennes de Bienfaisance en Bulgarie

En Bulgarie où il y a plus de 300.000 émigrés et réfugiés macédoniens, existent quelques organisations légales macédoniennes. L'une des tâches de ces organisations, d'après leurs statuts mêmes, est d'aider l'oeuvre de l'émancipation du peuple macédonien. Le Comité National des Sociétés Macédoniennes de Bienfaisance est l'une de ces organisations, et à ses côtés se trouvent les organisations-soeurs d'Illinden et des Femmes et de la Jeunesse macédoniennes. Toutes ces organisations jouissent de la bienveillance du gouvernement fasciste bulgare parce qu'elles opèrent d'après ses indications et n'entreprennent rien qui ne soit d'accord avec sa politique.

Déviées lâchement de leur devoir naturel, primordial, statutaire, ces organisations ont assumé la tâche de faire accepter à l'émigration et aux réfugiés macédoniens la politique du pouvoir fasciste bulgare: la reconnaissance par les Macédoniens de l'annexion de la Macédoine à la Bulgarie, la reconnaissance du féroce régime de la sanguinaire dictature fasciste bulgare. Inutile de relever particulièrement que les agissements à cet effet de ces organisations n'ont été accueillis par la majorité écrasante des émigrés et réfugiés macédoniens en Bulgarie qu'avec de l'indignation et de la révolte. Aussi, ces organisations, pour essayer de justifier leur raison d'être aux yeux de leurs maîtres les gouvernants bulgares, s'efforcent-elles, par tous les moyens, à soutenir cette politique de Sofia du moins parmi cette partie insignifiante des émigrés et réfugiés macédoniens qui sont groupés dans ces organisations mêmes.

Le Comité dirigeant de ces organisations, qui s'intitule «Comité National», tient ces jours-ci son Congrès annuel. Il parlera au nom de toute l'émigration macédonienne. Et pourtant, c'est à peine si les 10% des émigrés et réfugiés macédoniens en font partie, et la grande plupart d'entre eux par de la contrainte ou par des raisons d'intérêts personnels! Le pouvoir fasciste bulgare fait tout son possible pour forcer et pousser les réfugiés et émigrés macédoniens à se faire inscrire dans les rangs de ces organisations: il a interdit toute organisation de combattants et militants sincères pour l'indépendance du mouvement macédonien d'émancipation, pour la libération de la Macédoine et pour la Fédération Balkanique; il les poursuit, les traque, les traite «d'ennemis du mouvement macédonien de libération», il les appelle des bolchéviks. De leur côté, les dites organisations au service du gouvernement bulgare poussent le pouvoir fasciste bulgare à augmenter plus encore la terreur, les intimidations, etc., contre les véritables militants macédoniens, et, par de larges promesses de faveurs gouvernementales, elles tâchent d'attirer vers elles les réfugiés et émigrés macédoniens. Malgré toutes ces machinations, ou plutôt à cause même de cela, non seulement les masses macédoniennes de

l'émigration en Bulgarie se détournent avec indignation de ces associations, mais encore le mécontentement contre leur perfides dirigeants, en particulier le mécontentement contre les dirigeants du «Comité National», mercenaires particuliers et attitrés du pouvoir fasciste bulgare, grandit de plus en plus parmi les membres de ces organisations.

Il ne pouvait, d'ailleurs, en être autrement. La nature foncièrement anti-macédonienne de l'activité, si l'on peut dire, de ces organisations, et plus particulièrement de celle des «Sociétés de Bienfaisance» n'est que trop révoltante.

Comment cette activité se manifeste-t-elle?

Elle se manifeste par la tentative du maintien parmi les émigrés et réfugiés macédoniens de cette si préjudiciable erreur que la libération de la Macédoine serait réalisée par les grands Etats européens et la Société des Nations — c'est-à-dire par l'impérialisme mondial. Puis, elle se manifeste encore par la tentative du maintien de la néfaste erreur de la «mission libératrice» de l'Etat bulgare, alors que les émigrés et surtout les réfugiés savent tous fort bien que c'est précisément cette «mission libératrice» du verkhovisme bulgare qui a été le fauteur principal de l'actuelle situation misérable du peuple macédonien. Cette activité se manifeste enfin par le maintien des émigrés et réfugiés macédoniens dans une insupportable dépendance économique et politique des banquiers et spéculateurs macédoniens; par l'aide que ces organisations s'empressent de fournir toutes les fois que le gouvernement fasciste bulgare fait tuer, massacrer des vrais révolutionnaires macédoniens; par l'oppression qu'elles exercent sur les masses macédoniennes.

Le «Comité National» voulait passer pour une organisation macédonienne indépendante luttant pour la vraie libération de la Macédoine. Mais le masque dont il s'était affublé — il avait proclamé dans ses statuts le principe de l'indépendance de la Macédoine et de la Fédération Balkanique — est bien vite tombé. Et aujourd'hui, ce Comité soutient tout ouvertement le bourreau bien connu du peuple macédonien, Ivan Mikhaïloff, et sa bande sanguinaire, ces condottieri qui assassinent par des revolvers et des bombes tous les Macédoniens qui ne cachent pas leur indignation contre la politique du gouvernement fasciste bulgare, et aussi tous les Macédoniens qui, quoique membres de l'ORIM fasciste, ne veulent pas se soumettre à l'ignoble dictature de Mikhaïloff. Relevons ici que c'est cette révolte contre ladite dictature qui a provoqué la scission au sein du Comité de l'ORIM fasciste.

Il s'ensuivit que les partisans et les sympathisants de Protoguéroff et de Bajdaroff dans le «Comité National» ont démissionné, provoquant ainsi une crise au sein de ce Comité aussi. Alors, les partisans de Mikhaïloff dans le Comité se

sont hâtés de précipiter la convocation du Congrès qui, d'ordinaire, se réunit vers le commencement de l'année. Ce que les dirigeants actuels du Comité — les partisans de Mikhaïloff — veulent, ou, plus exactement, ce que Ivan Mikhaïloff et sa bande veulent, c'est d'éliminer de la Direction du Comité tous ceux qui refusent de ou hésitent à prendre ouvertement parti pour les sanglants fascistes macédoniens et bulgares; ils ne veulent dans ce Comité que des créatures prêtes à faciliter plus encore l'assassinat des adversaires de la bande d'Ivan Mikhaïloff, à assister dans une mesure plus grande encore le gouvernement fasciste bulgare dans sa lutte contre l'aile zgoroviste Tsankoff-Rousseff-Kaloff qui, quoique officiellement du parti gouvernemental, mène une lutte sourde contre Liapcheff-Volkoff. Ils ne veulent dans ce Comité que des gens qui les secondent dans la pratique du sanglant système, tendant à terroriser par des massacres la masse des émigrés et réfugiés macédoniens qui aspirent à la vraie libération de la Macédoine; tendant à prêter main-forte aux exploiters macédoniens et bulgares contre les ouvriers macédoniens; à faciliter le dépouillement des émigrés et réfugiés macédoniens.

Les émigrés et réfugiés macédoniens, eux, savent bien à quoi s'en tenir quant aux belles paroles des membres dudit «Comité National». Et certains représentants de l'opinion européenne avancée, que ces vils mercenaires avaient, il y a quelque temps, réussi à induire en erreur sur leurs véritables buts, se sont également rendu compte que ces tristes sires ne font qu'exploiter les malheurs du peuple macédonien. L'opinion européenne avancée a pu constater, par les faits mêmes, que ces gens, au contraire de leurs pompeuses déclarations et déclamations, des exposés et des articles qu'ils ont fait publier dans leur presse et dans certains journaux étrangers à leur solde, que ces individus, loin de songer à la libération de la Macédoine, ne sont que des instruments de la sanglante organisation fasciste d'Ivan Mikhaïloff, des sbires du pouvoir fasciste bulgare qui, par leur moyen, tâche de se servir de la question macédonienne pour les fins de sa politique de conquête.

D. Vlahoff

## Les socialistes et la lutte de libération nationale des peuples balkaniques

(M. de Brouquère dans les Balkans)

M. de Brouquère vient de rentrer de son voyage dans les Balkans, après avoir visité Sofia, quelques contrées de la frontière bulgare-yougoslave, Belgrade et certaines villes de la Macédoine sous le joug serbe.

On se souvient que ces derniers mois ont été enregistrés plusieurs assassinats exécutés par les gardes yougoslaves à la frontière bulgare-yougoslave, principalement dans le district de Trin. D'ailleurs, cette tragédie se répète souvent.

Les socialistes bulgares, considérant les autorités yougoslaves comme responsables de ces assassinats, ont envoyé un rapport au Bureau de la Deuxième Internationale, demandant une Enquête sur ces incidents. Ceci a fourni prétexte au socialiste yougoslave bien connu M. Topalovitch, d'adresser au même Bureau de l'Internationale un contre-rapport, défendant d'une façon acharnée l'«innocence» des maîtres de Belgrade. A la suite de ladite demande d'Enquête des socialistes bulgares, M. de Brouquère s'est rendu dans les Balkans.

En réalité, ce n'étaient pas là de simples incidents d'une frontière établie contre les intérêts vivants de deux populations voisines; c'était le déroulement de toute la question nationale, et avant tout de la question macédonienne.

Quelle est donc l'attitude de la social-démocratie vis-à-vis de la question nationale? On sait qu'elle soutient d'une façon formelle et ouverte le *statu-quo* imposé par la Société des Nations, c'est-à-dire par l'Impérialisme International. On sait que des représentants des plus autorisés de cette Internationale (Vandervelde, Thomas, Jouhaux, P. Boncour, etc.) ont pris et prennent une part des plus active à la Société même, et dans toutes les Institutions établies par cette dernière, pour maintenir l'état de chose insupportable dans lequel sont jetés les peuples opprimés et les minorités nationales d'après les «Traités de Paix». Sur l'échelle internationale, les social-démocrates soutiennent d'une façon active l'impérialisme et les traités imposés par ce dernier. Sur l'échelle nationale, ils vont avec leur propre bourgeoisie nationale, suivent la politique «nationale», c. à d. la politique impérialiste de la bourgeoisie. C'est pourquoi les malentendus et les conflits entre les gouvernements français et allemand, bulgare et yougoslave, etc., dans ce domaine, sont en même temps des malentendus et des conflits entre les social-

démocrates de ces pays. C'est cette même politique que la social-démocratie balkanique pratique aussi. De plus, cette dernière, soutenant les régimes de dictature qui y règnent, engage sa responsabilité pour la politique de terreur et d'extermination physique exercée par l'Impérialisme et le Fascisme balkaniques à l'égard des peuples opprimés et des minorités nationales. Elle prête son appui moral aux gouvernements fascistes balkaniques, déclarant souvent que «la question des minorités nationales ne se pose pas pour elle». Ainsi, les oppresseurs de Belgrade baptisent le peuple macédonien de «Serbes du Sud», etc., croyant, de cette façon enfantine, résoudre le problème qui trouble constamment la vie politique de ces pays.

Ce sont ces thèses officielles que la social-démocratie balkanique partage en général. La responsabilité, cependant, des partis socialistes bulgares et yougoslaves est particulièrement grave dans le cas qui nous occupe. Les socialistes bulgares ont chargé leur conscience du poids de cette responsabilité. Ils ont aidé directement les fascistes en participant aux événements sanglants que ceux-ci ont provoqués dans le pays ces dernières années. Ils défendent et louent ouvertement l'organisation fasciste macédonienne d'Ivan Mikhaïloff, le suppôt du gouvernement fasciste de Sofia, le troubleur de la paix et le bourreau des révolutionnaires macédoniens qui luttent pour l'indépendance de leur Patrie et pour la Fédération Balkanique.

De l'autre côté, c'est la social-démocratie yougoslave, en la personne de son chef M. Topalovitch, qui plaide l'«innocence» des bourreaux de Belgrade, préchant une «Fédération Yougoslave» sous le sceptre d'Alexandre, Fédération qui ne signifiera pour les peuples opprimés et les minorités nationales dans ces pays, que le changement de maître, sans toucher au régime sanglant même.

Les partis socialistes balkaniques n'ont jamais protesté contre l'ignoble système de dénationalisation, de colonisation et d'extermination, pratiqué par les gouvernements à l'égard des peuples opprimés et des minorités nationales.

Ils n'ont jamais posé la question à fond, ni cherché une solution radicale qui permettrait à ces peuples de recouvrer leur liberté, leur indépendance. Au contraire: dans les moments les plus critiques pour ces gouvernements, ils ont pris leur défense, ils les ont soutenus d'une façon réelle.

Quelle est donc la conséquence de cette politique gouvernementale et socialiste dans les Balkans pour les peuples opprimés et les minorités nationales?

On ne le sait que trop. Vous avez une Macédoine — cette Pologne balkanique d'après la guerre — écartelée, la Croatie opprimée, le Monténégro, la Dobroudja, le Cossovo, la Thrace, la Bessarabie, la Transylvanie, etc., — victimes d'un régime beaucoup plus cruel qu'avant la guerre mondiale.

Il est bien intéressant de savoir comment l'«Enquêteur» M. de Brouquère peut concilier les deux thèses inconciliables des socialistes bulgares et yougoslaves, en contradictions criantes par le fait que ces deux partis partagent sans réserves les points de vue impérialistes de leurs gouvernements. Il est intéressant de savoir, enfin, quelle impression importe dans son pays M. de Brouquère, à la suite de son «Enquête».

Prudent, il n'a jamais fait à la presse balkanique aucune déclaration à propos de la question qui l'a amené dans ces pays. Il a seulement déclaré «qu'il fera connaître» à la démocratie européenne «les choses constatées par lui» et «la priera d'aider les pays balkaniques dans leur développement et le maintien de la paix».

Evidemment, il s'agit là de cette même «démocratie» qui siège à la Société des Nations, coupable de l'état actuel des choses, de cette «démocratie» devant les yeux de laquelle on terrorise les peuples opprimés et les minorités nationales, tuant leurs fils les plus éveillés, massacrant des villages entiers, ou les dénationalisant par des systèmes des plus raffinés et des plus barbares.

Les peuples opprimés et les minorités nationales des Balkans peuvent-ils attendre un soulagement de leur sort de M. de Brouquère et de cette «démocratie»? Evidemment non. Ce n'est pas de Genève qu'ils recevront leur liberté. C'est justement Genève, c'est à dire, l'Impérialisme International et Balkanique y ayant son siège politique, qui les opprime.

L'indépendance et la libération de ces peuples seront leur propre oeuvre. Elles ne seront décrétées ni par Londres, ni par Paris, ni par Rome, ou ailleurs. Elles naîtront du sein même de ces peuples qui, unis dans leurs organisations nationales révolutionnaires, en front unique avec les masses travailleuses opprimées, briseront les chaînes de l'oppression nationale, pour ériger la libre union des Républiques des masses travailleuses dans les Balkans.

C'est pour cette lutte que les peuples opprimés et les minorités nationales des Balkans doivent se préparer.

I. Ermoff

## L'Exposition à Berlin de la Terreur en Yougoslavie

On sait que la Yougoslavie est aujourd'hui gouvernée par le macabre Comité de la «Main Blanche», sous la présidence du général Jivkovitch. On sait également que dans ce malheureux pays, loi, droit, constitution, parlement, tout a été supprimé, et que l'unique but poursuivi, c'est l'assimilation par la violence ou la terreur, ou l'extermination, de toute la population non-serbe, comptant plus de huit millions.

Les crimes et atrocités perpétrés par ordre direct de ce gouvernement au Cossovo sur plus d'un million d'Albanais, en Macédoine, en Croatie, en Slovénie, au Monténégro, ont ému l'opinion publique avancée européenne. Les personnalités progressives les plus éminentes de l'Allemagne, Mme Dr. Hélène Stoecker, le professeur Goldschmidt, le professeur Veit Valentin, le docteur Hodann, etc., ont pris sous leurs auspices l'organisation d'une Exposition à Berlin de ces crimes perpétrés par le pouvoir officiel en Yougoslavie sur les peuples qu'il a subjugués et qu'il opprime.

Au No 72 du Kurfürstendamm, à Berlin, dans les salons du «Sturm», seront montrés, par des documents, des photographies, etc., les horribles forfaits de ce gouvernement de la «Main Blanche», en particulier ceux qu'il a commis et commet sans relâche sur les Albanais du Cossovo. On y verra les villages albanais détruits par des bombardements, aux sons de la musique militaire, la population attelée sur les routes à de lourdes corvées, les tortures infligées à des milliers et des milliers d'Albanais, leur massacre, la pitié des orphelins errant, affamés, au milieu des débris en ruines de leurs demeures et dont on a assassiné les parents, etc., etc.

Y seront aussi présentés les atrocités commises en Macédoine, au Monténégro, etc. Par des tableaux et des statistiques, ainsi que par des graphiques, on pourra se rendre compte de la terrible crise économique dans laquelle le pays a été jeté par cette politique grand-serbe de conquête, d'exploitation, d'assimilation et d'extermination. On y verra le rôle d'usuriers que, par ordre supérieur, les banques jouent à l'égard de la population non-serbe, les charges écrasantes que le fisc fait retomber sur les épaules des peuples opprimés, la politique employée par les commissionnaires agraires pour forcer les paysans albanais du Cossovo à émigrer, pour les disperser, les éparpiller, les exterminer.

Il est certain que tous les hommes de coeur contribueront à doter cette Exposition de données précises et documentées. Mais c'est là un devoir qui incombe surtout et en premier lieu aux peuples mêmes qui sont directement martyrisés par les sbires du gouvernement de la «Main Blanche» de Belgrade.

Les Albanais du Cossovo, gémissant encore dans leurs foyers, ou émigrés en Asie Mineure, en Afrique, en Amérique, auxquels champs, maisons, bestiaux ont été ravés, et qui traînent dans des pays étrangers et inhospitaliers une vie de faim, de misère noire, ces malheureuses victimes de la terreur de Belgrade, doivent surtout s'empressez de communiquer aux nobles organisateurs de cette Exposition toutes les atrocités dont ils ont été les victimes ou les témoins; ils doivent leur faire parvenir tout le matériel à l'appui dont ils disposent: des photographies, des vêtements ensanglantés, etc., à l'adresse suivante: «Sturm», Kurfürstendamm 173, Berlin.

Professeur Kiamil Balla

## Les martyrs de notre époque

Les lecteurs de la Fédération Balkanique doivent savoir que le 22 octobre les prisonniers hongrois ont commencé la grève de la faim.

A l'heure où j'écris, on murmure que cette grève a pris fin. Mais n'ayant aucune nouvelle certaine, je continue à craindre que le supplice des prisonniers ne soit pas encore achevé.

Pourquoi cette grève? Pour faire modifier le régime horrible auquel ils sont soumis: mauvaise nourriture, punitions disciplinaires, etc. Ces horreurs du régime actuel des prisons commencent, hélas! à être connus d'une petite partie de l'opinion, dans chaque pays.

Dans les prisons hongroises, 70 hommes et femmes résolurent de recourir à cette horrible grève.

On voulut nourrir de force les prisonniers, et cette façon brutale d'ingurgiter de force la nourriture aux hommes qui jeûnent est une torture sans nom. Ce fut la torture qu'on infligea aux hommes et aux femmes enfermés à Vac et à Marco.

On nourrit les femmes de la prison Marco par le nez. L'une d'elle, vaincue par ses bourreaux, prit une tasse de lait et s'en excusa auprès de ses camarades, leur affirmant qu'elle n'avait pas failli au devoir de solidarité, mais qu'elle n'avait pas eu la possibilité de se débattre d'avantage.

Le sixième jour de la grève, Lowy succomba. Ce jeune homme de 23 ans, enfermé depuis deux ans, est celui qui, au cours de son procès, fit de terribles révélations sur les tortures qu'il avait subies. Épuisé par le régime, il ne put supporter la grève. Lors de ses obsèques, on défendit à ses camarades de prendre la parole. La police se saisit même d'eux et les garda un jour et deux nuits. Et la fiancée de Lowy, venue de Berlin, fut arrêtée et l'était encore le 3 novembre.

La grève continue et fit une deuxième victime. Les premiers jours de novembre, la plupart des prisonniers étaient dans les hôpitaux des prisons. Un homme, qui allait chaque semaine voir ses camarades et leur porter des livres, fut arrêté aussi. On l'accusait d'être le fomenteur de la grève. Sa santé est mauvaise, et lorsqu'il reçut la visite de ses avocats, il pouvait à peine se tenir debout.

Quant au célèbre prisonnier Racoscy, dont les souffrances sont connues, se sentant très affaibli par la grève, il demanda un notaire pour rédiger son testament. La loi hongroise autorise cela. Mais le directeur de la prison lui refusa ce droit. Il fallait que tous les documents soient censurés. Ce régime odieux ne peut même pas respecter les volontés d'un mourant, d'un homme qu'il a lentement assassiné. Les avocats faisaient des démarches pour obtenir le respect de la loi.

De tels faits se passent de commentaires.

Que la grève soit finie ou non, le devoir de l'opinion publique est impérieux.

Quelques organisations ont envoyé au gouvernement hongrois des protestations. Mais les gouvernements de terreur se moquent des protestations.

Que faire? Comment agir?

Comment saisir l'opinion? Les conférences et les meetings ne touchent que des gens déjà avertis. Aucun des grands journaux n'est libre.

Que reste-t-il à faire? Il faut que la minorité, qui sait, ne se lasse pas d'agir. Il faut créer un tel courant que le sort des prisonniers politiques soit enfin examiné et réglé. Toutes les organisations soucieuses du droit ou du respect des hommes doivent collaborer dans cette action.

Il faut qu'une Charte internationale garantisse les prisonniers d'opinion.

La grève de Hongrie n'est pas un fait isolé.

En août, c'étaient les prisonniers de Transylvanie qui faisaient la grève dont fut victime la jeune institutrice Haya Lippeschitz.

En octobre, ce sont les prisonniers de Hongrie.

Ce matin, les journaux parlent d'une grève de la faim en Roumanie.

Sans parler de toutes les horreurs devenues banales en Yougoslavie, en Italie et ailleurs.

Il ne faut pas oublier que, dans beaucoup de pays, des prisonniers souffrent et attendent de ceux qui sont encore en liberté un acte d'élémentaire humanité, de stricte solidarité.

Tous ces hommes et toutes ces femmes sont emprisonnés pour leurs opinions. Les uns dans des colonies, comme en Indochine, sont accusés de conspirer contre le gouvernement colonisateur, d'avoir des sociétés secrètes. Les autres, comme dans les Balkans, sont poursuivis en vertu de la loi de la «Défense de l'Etat». Il paraît que c'est agir contre l'Etat que de vouloir, par exemple, qu'un parti politique reconnu dans certains pays, le soit ailleurs. C'est conspirer que de lire certains auteurs, de chercher un meilleur régime social.

D'autres, enfin, sont des condamnés militaires, car les gouvernements qui ont mis, on ne sait pourquoi, la guerre hors la loi, ne peuvent tolérer que les citoyens suivent cet exemple et refusent d'être soldats.

Tout ces hommes dont le régime se débarrasse en les arrêtant sans motif, en les gardant longtemps en prévention et en les condamnant durement, en les tuant lentement, tous ces hommes sont les martyrs de notre époque.

Camille Drevet

## Minorités, Fascisme et Balkans

La Ligue Italienne des Droits de l'Homme a tenu, il y a quelque temps, son Congrès, et a voté un ordre du jour sur le problème des minorités nationales, ordre du jour proposé par l'ancien député républicain Facchinetti et par moi-même.

Cet ordre du jour était un peu mélancolique, car il disait clairement qu'il n'y a rien à faire, dans l'Europe actuelle, pour une solution vraie et définitive du problème. C'est-à-dire, qu'il y a *tout* à faire, ou bien mieux, il y a l'Europe à refaire.

Mais, en attendant qu'un renouvellement des conditions sociales et politiques de l'Europe vienne rendre possible cette solution vraie et définitive, des mots ne suffisent pas; ce sont des faits qu'il nous faut.

Le problème des minorités nationales est des plus complexe et compliqué. Il n'y a pas un problème des minorités; il y a des problèmes des minorités.

La situation des Alsaciens n'est pas la même que la situation des Slovènes et des Croates de l'Istrie.

Il n'y a pas toujours de frontières bien définies entre les peuples. Il n'y a pas toujours de peuples qui appartiennent précisément à tel groupement ethnique plutôt qu'à l'autre. Dans ces cas, la question des minorités n'est pas une question de frontières.

C'est le cas des minorités balkaniques après la fin de l'Empire turc. Les Balkans, après la chute de l'Empire turc, ont été, comme l'Italie depuis l'effondrement de l'Empire romain jusqu'au dernier siècle, le champ des compétitions de tous les peuples, de tous les intérêts de l'Europe.

En conséquence, maintes forces ont contribué à garder la Péninsule divisée et ses peuples ennemis. Avant la guerre, c'était l'Angleterre qui poursuivait son but d'hégémonie contre les Allemands, la Russie contre l'Autriche, en poussant les peuples balkaniques les uns contre les autres.

Aujourd'hui, c'est l'Italie fasciste qui travaille à grandir la haine entre la Hongrie et la Roumanie, entre l'Albanie et la Yougoslavie, dans un but qui sert toujours à pêcher en eau trouble dans l'espoir d'un succès quelconque à exploiter à l'intérieur. L'Italie serait très heureuse qu'un conflit éclatât dans la Péninsule balkanique pour intervenir.

L'Angleterre travailliste, la France ne sont pas aujourd'hui, au moins dans les Balkans, un danger de guerre. Le danger, c'est l'Italie.

Or, il n'y a qu'un moyen efficace pour faire face au danger italien: c'est la Fédération Balkanique qui, en repoussant la menace italienne, empêchera demain tout danger possible de la part d'une autre puissance.

L'oeuvre des amis de la Fédération Balkanique n'est pas seulement utile aux Balkans mêmes et à la paix.

La Fédération Balkanique constitue le premier pas vers les Etats Unis de l'Europe.

Joseph Andrich

## Ce que le fascisme prépare en Albanie

### Dangers pour la paix dans les Balkans et en Europe

Mussolini pense que, pour encercler la Yougoslavie en cas de guerre, il faut dominer complètement la situation en Albanie. Ahmed Zogou, le roitelet albanais, est une création fasciste et il est maintenant le vassal du gouvernement de Rome. Durazzo, Koritza, Scutari, Elbassan et surtout Tirana sont devenus les centres de toute action fasciste. On voit partout en Albanie des agents fascistes: des officiers et des sous-officiers italiens. Sous prétexte de faire une pénétration économique en Albanie, on ne fait que construire des routes militaires dirigées vers la Yougoslavie. On ne voit partout que des camps d'aviation, des fortifications et surtout des travaux pour l'artillerie, et partout ces travaux sont dirigés par des officiers italiens et des agents fascistes.

Voilà des chiffres et des indications d'une exactitude absolue. Mais je n'ai pu avoir que certaines informations. Les fonctionnaires albanais sont très réservés et chaque indiscretion est punie par la destitution ou la prison.

Il a été constaté que de 1925 jusqu'à la fin de 1928, il a été introduit en Albanie des quantités d'armes et munitions italiennes ainsi réparties: 104.000 fusils à répétition; 2.000 mitrailleuses et fusils mitrailleurs; 12 batteries de montagne. Parallèlement, il a été envoyé de l'Italie une quantité correspondante d'équipements et de munitions. L'ensemble des crédits porté sur le compte du gouvernement albanais, mais qui reste à la charge du Trésor italien, rien que pour ces armements s'élève à 40 millions de francs or.

Les troupes albanaises sont instruites par une mission militaire italienne composée de 40 officiers italiens.

L'attaché militaire italien, le colonel Pariani, est un personnage qui se retrouve partout. Il dirige toutes les activités militaires. Il est bien étrange qu'il y ait un colonel avec tout un bureau militaire dans un pauvre pays de 803.959 habitants et dont l'armée en temps de paix ne dépasse point 8.000 soldats. Mais le colonel Pariani a à sa dépendance un vrai bureau, une espèce de petit état-major. Plusieurs ministres de légation italiens se sont succédés l'un après l'autre. Sur-tout le ministre Ugo Sola a été très actif. Mais tout le monde se rappelle les intrigues de M. Aloisio. A la légation italienne, il y a à peu près le personnel d'une ambassade. On parle de guerre. On assure que les accords avec la Bulgarie et la Hongrie, auxquelles l'Italie a envoyé des armes, mettent l'Italie en état de faire une marche triomphale dans les Balkans.

Les personnages militaires italiens dépensent sans limites. J'ai pu jeter un coup d'oeil à la Banque Nationale Albanaise à Tirana dans un compte courant d'un seul personnage militaire: il y avait au nom de ce personnage, au 1er février 1928, la somme de 2.000.618 lires italiennes; en moins de cinq mois, on avait retiré la somme de 1.775.424 lires italiennes.

En cinq années, l'Italie fasciste a dépensé en Albanie plus d'un milliard de lires; elle s'est engagée à donner encore. Le commerce de l'Albanie se réduit à des chiffres insignifiants: on importe surtout des cotonnades, du sucre, du café et des objets en métal; on exporte des olives, de l'huile d'olive, des peaux, du fromage, etc., des produits primitifs et en général très mauvais.

Pourquoi l'Italie qui traverse une crise financière, s'engage-t-elle à faire de telles dépenses?

Il résulte d'une enquête sommaire que nous avons faite, que le gouvernement fasciste italien a fait placer en Albanie, par des capitalistes, des sommes qui, dans leur ensemble, ont une valeur plus grande que toutes les ressources de l'Albanie. Parmi ces divers placements, il faut rappeler les suivants:

1. La Banque Nationale Albanaise, créée en mars 1924. Capital 12.625.000 francs or, avec 600.000 actions, dont l'Italie possède 345.000.

2. Deux sociétés italiennes, dont une pour le pétrole albanais et l'autre pour les forêts, ont jusqu'à présent investi plus de 20.000.000 de lires pour les études: la «*Società italiana delle Foreste Albanesi*», et la «*Società italiana delle miniere di Seleniza*».

3. La *Società per lo sviluppo economico dell'Albania*, pour la construction du chemin de fer Durazzo-Tirana, ainsi que pour les routes d'Etat, les ponts et les ports (emprunt de 50.000.000 francs-or).

4. La Société de Navigation «*Puglia*», subventionnée par l'Etat italien, qui assure les voyages entre l'Italie et l'Albanie cinq fois par semaine et dont le déficit est très grand (les chiffres nous manquent).

5. Pour la construction du port de Durazzo, l'Etat albanais, en vertu d'une décision de janvier 1927, paiera 8.000.000 de francs or, tandis que l'Italie couvrira le reste nécessaire pour le total des dépenses évaluées à 11.000.000 de frs. or. Depuis, il est devenu évident que les dépenses dépasseront 15 millions, ce qui porte la perte italienne à 7 millions de frs. or.

6. Par décret du 3 mars 1927, le ministère des Finances italien est autorisé à introduire dans le budget les sommes nécessaires pour le paiement des annuités que l'Etat albanais doit assurer à la Société du Développement Economique de l'Albanie, en vertu du contrat de l'emprunt destiné aux travaux publics en Albanie. La somme ainsi prévue monte à 70.500.000 lires.

7. L'administration *Ferrovie dello Stato italiano* a reçu du gouvernement italien la somme de 20.000.000 de lires pour le développement de ses travaux en Albanie et l'exploitation des mines de bitume à Seleniza.

8. En mars 1928, il a été conclu un accord entre le gouvernement italien et la Banque d'Athènes aux termes duquel cette banque a liquidé ses filiales à Durazzo et Cortcha contre paiement de 400.000 lires par an à titre de dédommagement.

9. Le ministre des Communications italien a proposé pour le nouveau budget un nouveau crédit de 30 millions pour les travaux consacrés à la recherche du pétrole albanais. (Par la loi du 8 juillet 1925, le crédit annuel destiné à ces travaux s'élève à 30 millions. En décembre 1928, le crédit demandé était de 60 millions.)

10. Giuseppe Gibelli a loué une partie du domaine des Flora bey pour la somme de 1.900 napoléons d'or par an; les frais pour l'aménagement de la propriété s'élèvent jusqu'à présent à 3.000.000 de lires.

11. L'emprunt de 50.000.000 de francs or conclu avec la S. V. E. A. pour la construction des ponts et routes en Albanie ayant été trouvé insuffisant, on a préparé un nouvel emprunt de la même société pour un chiffre égal.

12. Quelques ingénieurs italiens ont constitué la société

«Shoqui Elektrike Shqipetare Anonyme» avec un capital de 2 millions de frs. or et le concours de la société «Shoqui Elektrike Italo Shqipetare» qui souscrit des actions pour 500.000 frs. or.

Malgré toutes ces dépenses, la population albanaise est très irritée. Elle a été profondément troublée dans sa vie, elle a perdu toute autonomie et toute liberté. Quoique le

pays soit presque complètement analphabète, l'esprit d'indépendance y est très vif. Les fascistes italiens sont considérés partout comme suspects. On jouit des avantages que l'on reçoit, mais l'on ne désire pas compromettre l'avenir. Et tout le monde comprend que l'avenir, sur cette voie, c'est la guerre.

# DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER UNTERDRÜCKTEN VÖLKER UND NATIONALEN MINDERHEITEN DES BALKANS

Aus technischen Gründen und zur Bequemlichkeit unserer Leser wird von dieser Nummer an die «Balkan-Föderation» in zwei gesonderten Auflagen erscheinen: die französisch-deutsche Auflage und die Balkan-Auflage.

## Zum internationalen Friedenskongress

Am 6. Oktober ist in Athen der 27. Friedenskongress abgehalten worden. In Wirklichkeit war der Organisator dieses Kongresses der Völkerbund. Vorsitzender des Organisationsausschusses war der frühere Ministerpräsident Griechenlands, Papanastassiou, Ehrenvorsitzender — der jetzige Ministerpräsident Venizelos.

Die Räume des griechischen Parlamentes standen dem Kongresse für seine Tagung zur Verfügung.

Unter den Pazifisten, die aus allen Weltteilen zu diesem Kongresse herbeigeeilt waren, befand sich auch Herr Reny Smith, Mitglied des englischen Unterhauses, der Labour-Fraktion und Sekretär im Außenministerium. Diese wenigen äußeren Merkmale genügen, um den Charakter dieses Kongresses zu kennzeichnen.

Die Organisatoren des Kongresses haben es auch gar nicht verheimlicht, daß der Tagungsort des Kongresses dieses Jahr mit Absicht auf den Balkan verlegt wurde, weil die Balkanländer immer noch einen gefährlichen Kriegsherd darstellen. In Wirklichkeit bleiben die interbalkanischen Gegensätze nach wie vor ungelöst. Die heutigen Beziehungen zwischen Griechenland und der Türkei sind auf dem Siedepunkt angelangt. Die besonderen Verträge zwischen Griechenland und Serbien, Serbien und Bulgarien usw., die sämtlich auf der Linie der allgemeinen Politik der Imperialisten zur Schaffung des antisowjetistischen Balkanblockes zustande kamen, haben diese Gegensätze nicht beseitigen können. Es folgt daraus also, daß die internationalen Imperialisten sich mit den bereits erreichten Erfolgen nicht zufrieden geben können, vor allem nicht jetzt, wo das Bedürfnis nach einer beschleunigten Vorbereitung des Krieges gegen die USSR immer zwingender wird. Aus diesem Grunde sind auch in diesem Jahre die Pazifisten mobilisiert worden, um diese Bestrebungen vorzubereiten. Dabei treffen sie zwei Fliegen mit einem Schläge. Erstens erleichtern sie dadurch die Bildung eines antisowjetistischen Blockes und zweitens verbreiten und festigen sie die pazifistischen Illusionen unter den Balkanmassen. Die Pazifisten sollten also ausgiebig über «die Einigung» der Balkan-«Völker» reden.

Die zu dieser Frage angenommene Resolution, die auch im wesentlichen das hauptsächlichste Ergebnis dieser Tagung war, besagt:

«Indem die Notwendigkeit der Bildung kleinerer Föderationen — um die Bildung einer Weltföderation zu erleichtern, anerkannt wird, stellt sich der Kongress auf den Standpunkt, daß die Möglichkeit der Einigung der Balkanvölker vollkommen bewiesen ist und daraus die Notwendigkeit der Organisierung besonderer Balkankongresse entsteht.

Aus diesem Grunde nimmt der Kongress mit Befriedigung die hierüber erfolgte Vereinbarung unter den Mitgliedern des besonderen Balkanausschusses zur Kenntnis und beauftragt das internationale Friedensbüro gemeinsam mit den beiden internationalen interparlamentarischen Organisationen und, wenn möglich, unter dem Patronat des Völkerbundes, die erste interbalkanische Konferenz einzuberufen und wenn es sich als notwendig erweist, zu diesem Zwecke ein besonderes Büro einzurichten. Es wäre wünschenswert, wenn die Vertreter oben genannter Organisationen, sowie ein Vertreter des internationalen Friedensbüros und sämtlicher analogen Organisationen an dieser Konferenz teilnehmen würden.

Der Kongress hält es für richtig, daß eine systematische Arbeit zwecks Annäherung der Balkanvölker geleistet werden muß, er drückt den Wunsch aus, daß der Völkerbund ein besonderes Institut nach dem Vorbild des Institutes für geistige

Zusammenarbeit, für balkanische Zusammenarbeit gründe, und beauftragt das internationale Friedensbüro seinen ganzen Einfluß zur Propagierung dieses Gedankens in den Balkanländern einzusetzen.»

Aus der Resolution geht klar hervor, daß diese Aktion der gegenseitigen Annäherung der Balkanvölker nicht eine Tat irgend eines gutdenkenden, naiven Pazifisten, sondern ein wohl vorbereiteter Plan der Imperialisten unter der Aegide des Völkerbundes ist, um alle zwischenstaatlichen Streitigkeiten und Auseinandersetzungen zu beseitigen.

Das Spiel ist allen klar: Die pazifistische Rolle wird Griechenland gerade in dem Augenblicke zugewiesen, wo dieses zwei neue Kreuzer bestellt. Andererseits versuchen die westlichen Imperialisten der Türkei zu beweisen, daß diese Kreuzer nicht gegen dieselbe, sondern gegen einen Dritten gerichtet sind und daß es daher notwendig ist, daß auch die Türkei in die Balkanentele eintrete. Der ehemalige griechische Ministerpräsident Kafandaris, Mitglied der internationalen interparlamentarischen Kommission, forderte, im Auftrage derselben, die regelmäßige Abhaltung von interparlamentarischen Balkankonferenzen unter obligatorischer Anwesenheit auch türkischer Parlamentarier. Die englische Flotte besuchte unlängst Konstantinopel, um, nach den Worten des englischen Admirals, die Beziehungen zwischen der Türkei und England zu festigen. England trachtet mit allen Mitteln, die sehr gespannten Beziehungen zwischen der Türkei und Griechenland zu verbessern und Griechenland als den Träger des Friedens auf dem Balkan hinzustellen.

In dieser Beziehung ist die Erklärung, welche der halbamtliche Vertreter der Regierung Mac Donald, der Labourist Reny Smith, auf dem Friedenskongress in Athen abgegeben hat, interessant.

«Wenn alle Länder auf dem Balkan dieselben Bestrebungen zur Versorgung der ihnen anvertrauten Minderheiten gemacht hätten, wie es Griechenland für seine Flüchtlinge getan hat, so wäre diese Frage viel weiter ihrer Lösung nahegekommen.»

Groß ist wirklich der Mut Smiths, eine solche Erklärung für Griechenland abzugeben, für jenes Land, welches — wie allgemein bekannt ist — mit Feuer und Schwert die nationalen Minderheiten aus Mazedonien vertrieben oder dies durch Verträge erreicht hat. Es scheint, daß Herr Smith auch den Serben eine solche Art der Lösung der nationalen Frage empfehlen wollte. Smith bezeichnete in seiner Erklärung als den Hauptzweck seines Besuches der Balkanländer und seines Erscheinens auf dem Friedenskongress «daß die den Fortschritt hemmenden Zollmauern verschwinden müssen. ... Das ist das Problem, welches auf alle Fälle gelöst werden muß, bevor man ernsthaft an eine Organisation des Friedens denken kann».

Zusammenfassend läßt sich über diesen Kongress folgendes sagen: Das wichtigste Ergebnis des Kongresses war eine Verstärkung der Bestrebungen zur Schaffung des antisowjetistischen Balkanblockes mit gleichzeitiger Vertiefung der Kolonisierung der Balkanländer.

Es wäre ein großes Versäumnis, wenn wir gewisse Schattenseiten dieses harmonischen pazifistischen Breies unerwähnt ließen.

Ein Vertreter der französischen Delegation brachte eine Resolution ein, die den «Wunsch» zum Ausdruck brachte, «daß England als Verwalter des Palästina-Mandats sorgen soll, daß in Zukunft die in letzter Zeit vorgekommenen Unordnungen

sich nicht wiederholen dürfen». Diese Resolution brachte den Vertreter Mac Donalds in große Erregung, was nicht anders zu erwarten war. Diese Resolution wurde auf Grund des Einspruches der englischen Delegation wie folgt verändert: «Der Kongreß betrachtet die Mandatsausübung seitens England in Palästina mit tiefstem Vertrauen». Die englische Vertretung bleibt aber nach wie vor unzufrieden und die Resolution für die Mandatsüberprüfung wurde mit 50 gegen 25 und 22 Stimmen angenommen. Ein merkwürdiger «Friedens»-Kongreß, der sich für die Aufrechterhaltung der kolonialen Unterdrückung ausspricht.

Die unterdrückten Nationen und die werktätigen Massen

des Balkans, müssen mit besonderer Aufmerksamkeit diese Bestrebungen im Auge behalten. Der Föderation der Balkan-Unterdrücker muß sich die Föderation der freien nationalen Republiken, die sich auf die Werktätigen stützt, entgegenstellen. Und dies können sie nur durch den revolutionären Kampf gegen die Balkan- und fremden Unterdrücker, gegen den einheimischen und den fremden Imperialismus. Zu den Bestrebungen der Balkanmachthaber, den Krieg gegen Sowjetrußland heraufzubeschwören, müssen sie den Krieg gegen ihre eigenen Machthaber erklären und im Falle eines imperialistischen Krieges an die Seite der Sowjet-Union treten.

N. Pericles

## Die Lage in Bulgarien und der Prozeß der „52“

Der große Prozeß gegen die «52» — gegen die illegalen Mitglieder des Z. K. der K. P. B. (S. E.), gegen die Kämpfer dieser Partei und die Führer der legalen Arbeiterbewegung — begann endlich am 20. November 1. J. Der Prozeß fällt in eine Zeit, wo die politischen und die Klassenunterschiede ganz besonders scharf hervortreten. Andererseits profitiert die Regierungspresse sowie die Presse der faschistischen bürgerlichen Opposition aus der Ermordung dreier Richter vom Sevliever Gerichte, um eine krankhafte Atmosphäre für den Prozeß zu schaffen. Sie dringt auf die Ausführung der auf Grund des Gesetzes «zum Schutze des Staates» ausgesprochenen Todesurteile.

Die innere politische Lage ist anarchistisch. Tägliche Morde und öffentliche Todesandrohungen, die von den Behörden geduldet werden, da eben dieselben Mithelfer dazu sind. Die Morde haben schon den Schoß der faschistischen mazedonischen Kreise überschritten und sich bis in die Regierungs- und Militärkreise ausgedehnt. Die letzten Todesandrohungen gegen den früheren Chef der Militärschule, Oberst D. Velt-scheff, und gegen den früheren Präsidenten des Rates und heutigen Präsidenten der Kammer, den blutdürstigen Professor D. Zankoff, riefen in den interessierten Kreisen eine Panik hervor. Die Ergebnisse derselben sind scharfe Polemiken und offene Briefe in der Presse. Man klagt den Kriegsminister und die hohen Offiziere offen an, die Organisatoren und Vollstrecker politischer Morde zu sein (Oberst Porkoff); man kritisiert die Behörden und die Polizei, weil es ihnen nicht gelang, auch nur einen der Attentäter dieser hunderte, in den mazedonischen Kreisen ausgeführten Morde festzunehmen. Die durch und durch bürgerliche Zeitung «Zname» schrieb in ihrem Leitartikel vom 23. Oktober: «Bulgarien wird in Wirklichkeit von einer Verschwörung regiert, die als Fassade ein Parlament und eine Regierung hat, welche alles erträgt, um sich an der Macht zu halten».

Vom finanziellen und wirtschaftlichen Standpunkt aus befindet sich das Land an der Schwelle einer Katastrophe. In den letzten Tagen verzeichnete man den Zusammenbruch eines der größten Häuser «Gebrüder Backloff», sowie zahlreicher anderer in Sofia und dem ganzen Lande. Die Zahlungsbilanz der ersten neun Monate des laufenden Jahres weist ein Defizit von 1.800.000.000 Lewa auf. Das Elend unter den Arbeitermassen ist unbeschreiblich.

Die Lage des Landes und der Regierung nach außen hin ist nicht besser; die sogenannte bürgerliche öffentliche Meinung ist nach den Entscheidungen der Pariser Konferenz über die Ostreparationsfrage sehr gespannt.

Infolge dieser aussichtslosen Lage und als Antwort auf die Wiederaufrichtung der Arbeiterklasse (der Streik der Tabakarbeiter) verstärkte die Regierung den Terror und organisierte neue politische Massenprozesse. Sie versuchte so die Arbeiterbewegung des Landes (an der Spitze die Kommunistische Partei) lahmzulegen. Außer dem Prozeß gegen die «52» strengte sie noch folgende Prozesse an: gegen 32 Personen in Sofia wegen des 1. August; die Angeklagten, alle Mitglieder des Zentralkomitees der Arbeiterpartei und der Unabhängigen Gewerkschaften, wurden festgenommen; in Plovdiv gegen 23 Personen, alle Mitglieder des Z. K. der Unabhängigen Tabakgewerkschaften, sowie der lokalen Komitees der Arbeiterpartei und der Unabhängigen Gewerkschaften; ferner mehrere Prozesse gegen Arbeiterkämpfer.

Die Verfolgungen gegen die Presse der legalen Arbeiterbewegung sind besonders schrecklich. So verhaftete und verurteilte man nach dem Gesetze zum Schutze des Staates seit dem 1. August: 9 Redakteure der Zeitung «Rabotnitschesko Delo»; 3 Redakteure der Zeitung «Edinstvo»; 2 der «Amnistia» und mehrere andere von Jugendzeitschriften, wie «Mladeschka Duma» und «Mladeschka Iskra». Diese Zeitungen können infolge systematischer Beschlagnahmen ganze Wochen nicht erscheinen.

Wir haben schon die Bedeutung des Prozesses gegen die «52» aufgezeigt. Es handelt sich daher heute darum, so weit als möglich die internationale Aktion auszubauen, um den gegen die K. P. B. und andere Arbeiterklassenorganisationen gerichteten Schlag abzuwehren. Es handelt sich darum, die heldenhaften, durch ein Wunder am Leben gebliebenen Mitkämpfer der K. P. B., die, nachdem sie unglaubliche Inquisitionen ertragen hatten, nun in drakonischer Art bestraft werden sollten, zu verteidigen. Es handelt sich darum, die Attacke der faschistischen Presse, welche anlässlich der Ermordung der drei Richter so zynisch die öffentliche Meinung präpariert und die Vollstreckung der auf Grund des Gesetzes zum «Schutze des Staates» ausgesprochenen Todesurteile fordert, stillzulegen. In der Bankkreise und der Regierung nahestehenden Zeitung «Slovo» schreibt der englische Agent Meinadjaroff offen dem König vor, die 20 letzten Todesurteile, welche man ihm vorlegte, zu unterzeichnen und in Zukunft bei ähnlichen Fällen mit seiner Unterschrift nicht zu zögern. Es ist bekannt, daß König Boris Anhänger der ohne Urteil erfolgenden politischen Morde ist, da er nicht offen sein Prestige damit verknüpfen will.

Die Ermordung der drei Richter ist das Werk kleinbürgerlicher, anarchistischer Elemente. Einzig und allein die Tscheta D. Uzunoffs, welche diesen Mord vollführte, proklamiert denselben als «eine Rache im Namen der Agrarunion». Der faschistische Regierungsabgeordnete Harisanoff anerkennt in seiner Interpellation den politischen Charakter. Es ist wichtig, zu unterstreichen, daß dieser Mord in einer Gegend begangen wurde, wo, seit der Machtergreifung Liaptscheffs, jeden Sommer schreckliche Blutbäder und Massaker unschuldiger Agrarier und Kommunisten (Trojan, Lovetsch usw.) durch Strafexpeditionen unter dem Kommando der barbarischen Polizei Liaptscheffs organisiert werden. Daher der Haß der Bevölkerung gegen die faschistische Staatsmacht, daher die Hilfe, welche diese Bevölkerung den verschiedenen Tschetas, deren Bestehen heute nicht gerechtfertigt werden kann, gewährt. Von neuem durchstreifen Strafexpeditionen diese Gegend, und Zeitungen, wie «Narod» und «Zname», deren faschistische Gefühle allgemein bekannt sind, verkünden, daß diese Expeditionen in ihrer Suche nach den Tscheten Beweise «viel zu großen Eifers gegen die Bevölkerung» geliefert haben.

Was die Frage der «Unabhängigkeit» der bulgarischen Richter betrifft, beweisen tausende auf Grund des Gesetzes zum «Schutze des Staates» angestrengte Prozesse, daß sie überhaupt nicht existiert. Ein noch klarerer Beweis: Das Plovdiver Gericht verkündete dieser Tage gegen junge Agrarier, die wegen eines gegen einen Minister begangenen Attentates angeklagt worden waren, Urteile zu lebenslanglichem Kerker. Diese fürchterlichen Urteile wurden gegen sie erlassen; trotzdem zwei Sachverständige bewiesen haben, daß sie überhaupt nicht die Waffen gebrauchten. Der Hauptangeklagte zeigte dem Gerichte Fetzen seiner eigenen Haut, welche ihm infolge der unmenschlichen Stockhiebe, die man ihm versetzte, um ihn zu «Geständnissen» zu zwingen, abgerissen wurde. Das medizinische Gutachten stellte fest, daß diese Fetzen wirklich Menschenhaut waren. Die Zeitung «Utiro» und andere gelbe Zeitungen veröffentlichten dieses Ereignis als Sensation. Andernteils bestätigte das Sofioter Militärgericht dieser Tage den Gerichtsbeschuß, nach welchem einige Oberste, die vergangenen März nach der Explosion im Sofioter Arsenal angeklagt worden waren, freigesprochen wurden. Diese Explosion hatte trotz allem den Tod von 33 Arbeiterinnen und mehreren Arbeitern verursacht. Trotz der Berufung des Militärstaatsanwaltes selbst, sowie der Polemik in der bürgerlichen Presse («Zname»), welche die Verantwortlichkeit des Kriegsministers und verschiedener hoher Militärs bewies, wurden diese Oberste endgültig für unschuldig erklärt.

Die im «Prozeß gegen die 52» angeklagten Kämpfer rechnen auf ihre Verteidigung durch das bulgarische und inter-

nationale Proletariat, sowie durch die fortschrittliche öffentliche Meinung. Die Aktion des bulgarischen Proletariats wird unvergänglich bleiben. Vergangenen März organisierte es ein besonderes Komitee zur Verteidigung dieser im Gefängnis gehaltenen Angeklagten. Dem Komitee gelang es, durch öffentliche Versammlungen und Berichte, die barbarische Inquisition, welche diese Unglücklichen in der Sofioter Polizeidirektion erdulden müssen, aufzudecken. Die Regierung ließ zwei Mitglieder dieses Komitees und zwei Redakteure zu je 3 Jahren

Gefängnis und 20.000 Leva Strafe verurteilen. Für die Verteidigung der Angeklagten wurde nun ein neues besonderes, aus Vertretern der Arbeiterorganisationen, Fabriken usw. gebildetes Komitee gegründet.

Das bulgarische und internationale Proletariat und die fortschrittliche öffentliche Meinung haben die Pflicht, durch einen Massenprotest diesen gegen die K. P. B., gegen die 52 Angeklagten und gegen die legale Arbeiterbewegung in Bulgarien gerichteten Schlag abzuwehren. **D. Iwanoff**

## Protest-Telegramme und -Resolutionen an die Regierung und Justizbehörden Bulgariens

Betrachten neue Massenprozesse gefolterter Menschen als schwere Anklage gegen herrschendes Ausnahmeregime. Fordern Einstellung, allgemeine Amnestie, Abschaffung Ausnahmeesetze, Bestrafung Folterer.

**Henri Barbusse, Leon Vernochet, Prof. Alfons Goldschmidt, Dr. Kurt Hiller, Adolf Behne, Prof. R. Berger, Frau Dr. Helene Stöcker, Alfons Paquet, Prof. Dr. Karl Grünberg, Professor Resch, Regina Ruben, Georg Ledebour, Frau Prof. Käthe Kollwitz, Helen Crawford, Bischof Montgomeri Brown, Upton Sinclair, Karin Michaelis**

Die öffentliche Meinung der zivilisierten Welt verfolgt mit der größten Anteilnahme den Prozeß, der gegen die 52 Führer und Mitglieder der Arbeiterorganisationen eröffnet wurde. Diesen Männern wird und kann nichts zuschuld gelegt werden, was nicht in allen zivilisierten Ländern eine absolut gesetzmäßige Handlung wäre. Es sind uns auch die Folterungen bekannt, denen die Angeklagten während der langen Untersuchungshaft unterworfen wurden.

Wir erheben feierlichen Protest gegen diese Art Justiz und fordern die Freilassung der Angeklagten.

**Peter Alma, Kunstmaler, Amsterdam; Anita Augspurg, Vorsitzende der Internationalen Frauenliga für Friede und Freiheit, München; Raissa Adler, Wien; Julian Borchard, Schriftsteller Berlin; Franz Czech, Ingenieur, Essen; Gertrud Eysold, Schauspielerin, Berlin; Dr. J. Fassler, Arzt, Wien; Dr. S. Friedländer-Mynona, Berlin; Ernst Friedrich, Schrift-**

**steller, Berlin; Dr. Eduard Fliegel, Rechtsanwalt, Wien; Dr. Hermann Frischauf, Arzt, Wien; Dr. Marie Frischauf-Pappenheim, Aerztin, Wien; Alfons Goldschmidt, Universitätsprof., Berlin; Engelbert Graf, Reichstagsabgeordneter, Berlin; Univ.-Dozent E. J. Gumbel, Heidelberg; Lida Gustava Heymann, Sekretärin der Internationalen Frauenliga für Friede und Freiheit, München; Dr. Karl Holl, Redakteur, der «Frankfurter Zeitung», Frankfurt a. M.; Wilhelm Koeke, Vorsitzender des Gewerkschaftsvereines christl. Bergarbeiter, Buer; Dr. Franz Krejci, Universitätsprofessor, Prag; H. Kundig, Gewerkschaftssekretär, Basel; Georg Ledebour, Steglitz; Dr. Th. Lessing, Universitätsprofessor, Hannover; Dr. Friedrich Maase, Rechtsanwalt, Düsseldorf; Helena Maliřová, Prag; Meta Kraus-Fessel, Regierungsrat i. R., Berlin; Erich Mühsam, Schriftsteller, Berlin; Fritz Oerter, Schriftsteller, Fürth Bayern; Ivan Olbracht, Prag; Franz Pfempfert, Schriftsteller, Berlin; Dr. Anny Reich, Wien; Dr. Wilhelm Reich, Arzt, Wien; R. Rucker, Schriftsteller, Berlin; Henriette Roland-Holst, Bluemendaal, Holland; Dr. Valentin Rosenfeld, Rechtsanwalt, Wien; Karl Schneidt, Schriftsteller, Eggersdorf; Dr. Egon Schönhof, Rechtsanwalt, Wien; Guido Senzig, Frankfurt a. M.; Antal Stašek, Prag; Daniel Tscharny, Redakteur, Berlin; Herwarth Walden, Schriftsteller, Berlin; Dr. Armin T. Wegner, Schriftsteller, Berlin; H. Wegscheider, Landtagsabgeordnete, Berlin; Erich Weinert, Schriftsteller, Berlin; Louis de Wissler, Parlamentsmitglied, Haag; Wynkoop, Parlamentsmitglied, Haag; Dr. Otto Wyss, Rechtsanwalt, Zürich; Dr. Michael Zachidnyj, Rechtsanwalt, Sejmabgeordneter, Brzesany.**

## Hermann Wendel und die jugoslawischen Sozialisten im Bündnis mit der Diktatur

Hermann Wendel, ein Führer der deutschen Sozialdemokratie, sehr bekannter Verteidiger der großserbischen Idee auf dem Balkan, intimer Freund großserbischer Staatsmänner und der Abteilung des jugoslawischen Außenministeriums für Propaganda im Auslande, hat in zwei für die Diktatur wichtigen politischen Momenten dieser aktive Hilfe geleistet.

Der erste Moment — zur Zeit jener Serie grausamer Morde an der bulgarischen Bevölkerung an der bulgarisch-jugoslawischen Grenze, die von den jugoslawischen Grenzschergen ausgeführt wurden.

Hermann Wendel versuchte damals in einem Artikel im «Vorwärts» unter dem Titel «Balkanische Grenzkonflikte» (als Antwort auf die «Denkschrift bulgarischer Sozialisten an die II. Internationale») gewissermaßen die Rolle eines Schiedsrichters zu spielen; tatsächlich zeigt er sich aber offen in der Rolle eines Verteidigers der Unterdrücker Mazedoniens. Da er die Morde an der bulgarisch-jugoslawischen Grenze nicht weglassen kann, sucht er ihre Ursachen mehr «in Hummelnestern, aus denen immer wieder die «Mazedonierenden» ausfliegen, um durch Stiche die Gwaltthaber in dem zum SHS-Staat gehörenden Mazedonien bis zur Tollwut zu reizen», statt in der hauptsächlichsten Ursache: den imperialistischen Bestrebungen der großserbischen Diktatur, die durch Morde an der bulgarischen Bevölkerung der drei von Bulgarien abgetrennten Grenzbezirke, Bulgarien zwingen will, daß es die Bulgaren entfernt und diese Bezirke für ewige Zeiten Jugoslawien überläßt, um die Besetzung Mazedoniens zu sichern.

Für das heutige Regime in dem von Serbien okkupierten Mazedonien findet Wendel kein einziges verurteilendes Wort, die Verantwortung für den Terror schiebt er ununterbrochen den «Mazedonierenden» zu, die immer versuchen, «den Balkan in Unruhe zu erhalten, damit die glimmende Lunte zum Pulverfaß nicht auslöscht».

Die faschistische Aktion der «Mazedonierenden» Ivan Michailoffs wird Mazedonien zweifellos nicht befreien, weil die

«Mazedonierenden» Ivan Michailoffs sich in den Dienst des faschistischen bulgarischen Regimes gestellt haben und danach streben, Mazedonien unter die Herrschaft des bulgarischen Faschismus zu bringen. Das haben wir oft wiederholt. Aber die Hauptfrage ist die, daß Mazedonien ein von den großserbischen Imperialisten national unterdrücktes Land ist, daß dort von dem großserbischen imperialistischen Regime ein blutiger Terror ausgeübt wird und zwar nicht darum, weil die «Mazedonierenden» bestehen, sondern weil die mazedonische Bevölkerung sich nicht serbisieren lassen will und nicht aufhört, an ihre nationale Befreiung, an ihren kulturellen und sozialen Fortschritt, der vom großserbischen Regime vollkommen unterbunden worden ist, zu denken.

Und die einzige Lösung der häufigen serbisch-bulgarischen Konflikte, deren Hauptursache die mazedonische Frage ist, ist ein freies und unabhängiges Mazedonien (alle drei Teile: Serbisch-, Bulgarisch- und Griechisch-Mazedonien umfassend) in einer Föderation der freien nationalen Balkanrepubliken. Hermann Wendel, der «große Balkankenner», setzt sich nicht für das freie Mazedonien und den freien Balkan ein; er fordert nicht nur Sanktionierung der Versklavung Mazedoniens seitens des großserbischen Regimes, sondern auch «Vereinigung der Bulgaren mit den übrigen Südslawenstämmen», er tritt also faktisch für die großserbische Expansionspolitik und Imperialismus ein.

Der zweite Moment — nach der Proklamierung Jugoslawiens und der Aufteilung des Landes in Banate; nach dem Akt vom 3. Oktober, durch den die großserbische Diktatur die nationalen Namen, die nationalen Rechte und Freiheiten, die nationalen Grenzen der unterdrückten Nationen in Jugoslawien zu vernichten gedenkt.

In diesem Moment, als alle unterdrückten Völker in Jugoslawien durch ihre Vertreter im Auslande ihren entschiedenen Protest gegen die brutale diktatorische Attacke auf ihre nationale Existenz ausdrückten, als Grabeschweigen und Zähneknirschen der unterjochten Massen den Akt vom 3. Ok-

tober empfangen — da schreibt Hermann Wendel im «Tagebuch» vom 2. November dem «Königreich Jugoslawien» und dem Staatsakt der Diktatoren ein Loblied.

«... So setzt erst der neue Staatsname Jugoslawia das Pünktchen aufs I der südslawischen Einigung... siegt damit das Ganze über die Teile, die Einheit über die Zersplitterung, die Zukunft über die Vergangenheit... Daß das Gesetz vom 3. Oktober munter Historisches dorthin wirft, wohin es gehört, in die Rumpelkammer, macht seinen Ruhmestitel aus und entlockt uns den Stoßseufzer: wären wir erst in Deutschland so weit!...»

Diese Worte Wendels brauchen kein Kommentar. So schreiben gewöhnlich die Federn bezahlter Söldlinge und Journalisten. Ob auch der «Gelehrte» Wendel zu ihnen gehört, wird die Zukunft entscheiden. Aber es ist für einen bekannten deutschen Sozialisten wirklich wenig lobenswert, sich an die Seite eines Mrzljak-Dvorski zu stellen, der von der Diktatur bezahlt wird, um der «Vossischen Zeitung» die Schönheiten der Diktatur zu servieren. Oder an die Seite eines jämmerlichen Siegfried Jacoby, einem ehemaligen Schreiber in der Kanzlei Einsteins, der — in sehr nahen Verhältnissen zur Kasse für großserbische Propaganda — versucht hat, eine politische Rolle zu spielen und Balkanprobleme zu lösen.

Das Bündnis der jugoslawischen Sozialisten mit der großserbischen Diktatur ist zu einer fertigen Tatsache geworden. Wirklich, die jugoslawischen und vor allem die serbischen Sozialisten verdienen in vollem Ausmaße den Namen von Sozialfaschisten und von Feinden des Freiheitskampfes der unterdrückten Nationen in Jugoslawien und am Balkan. Ihre Führer leisten der Diktatur aktiv Hilfe.

Schiwko Topalowitsch tritt in dem sozialistischen Organ «Radničke Novine» offen für die Serbisierung Mazedoniens ein, verteidigt das Belgrader Regime, das blutigste Regime dieses Jahrhunderts, und nennt die kriegerische Politik Belgrads friedliebend. Der zweite Führer, Nedeljko Diwatz, erklärt als Vorsitzender der Professorenvereinigung, die Mittelschulen seien das beste Mittel zur Schaffung einer einheitlichen nationalen Mentalität. Der dritte Führer, Atza Pawlowitsch, Rechtsanwalt und Spekulant, Verteidiger von Menschen, die in verschiedene dunkle Affären verwickelt sind, führt durch das Bankenorgan «Narodno Blagostanje», gemäß der Linie der Diktatur, eine Kampagne gegen die Parteien und den «Parteienkampf, der das Land ins Verderben geführt hat».

Auch die jüngeren Führer bleiben nicht zurück. Einer von ihnen, B. Tschuritsch, verteidigt durch die «Radničke Novine» offen die Kolonisierungspolitik des Regimes und lobt die bisherigen Beamten, die ohne Rücksicht auf die albanischen Wähler das albanische Kossovo kolonisiert haben.

Wie wir hören, gedenkt die Diktatur bald, ihre Verbündeten, die Sozialfaschisten, zu belohnen und den zuerst genannten drei Personen Ministersitze anzubieten. Dieses Bündnis der Diktatur mit einigen bankrottierten Führern der Sozialisten, Führern ohne Heer, ohne irgendwelchen Einfluß auf die Arbeiterklasse, von den Arbeitern geradezu gehaßt und verachtet — zeigt am besten, daß die Tage der Diktatur gezählt sind.

Wir brandmarken diese feindliche Haltung der Sozialisten gegenüber den unterdrückten Völkern Jugoslawiens. Ihre Feindschaft und ihr Verrat an den grundlegendsten sozialistischen Prinzipien, in deren Namen sie noch immer frech wagen, in der Öffentlichkeit aufzutreten, muß gemerkt werden.

R. Radeff

## Die Massenverhaftungen der kroatischen Nationalisten

Die Tortur, welcher Hranilović und Genossen ausgesetzt waren.

Die amtliche Agentur Avala veröffentlicht einen ausführlichen Bericht über die Verhaftung von Hranilović und Soldino, kroatischer Jugendlicher, und baut um ihren Namen, sowie um den Namen des Mihael Babić eine ganz große «terroristische» Verschwörung. Die Agentur Avala spricht aber nicht ausführlich über die letzten Verhaftungen, welche am 16. d. M. in Zagreb vorgenommen wurden. Der Polizeibericht, welchen die Avala mitteilt, sagt, daß *im ganzen* 20 Personen verhaftet wurden. Sie verschweigt aber die Namen der Verhafteten.

Nach dem Verhör von Hranilović und Soldino sagte die Polizei, daß sie festgestellt hätte, daß diese drei: Mihael Babić, Dragutin Križnjak und Zvonimir Pospisil, die Ermordung des T. Schlegels, sowie das Attentat auf die Brücke bei Brezovica und das Attentat auf die Gendarmeriekaserne in Zagreb ausgeführt hätten.

Man kann sich vorstellen, welchen Martern Hranilović, Soldino und Križnjak ausgesetzt waren, um alles das anzuerkennen, was die Polizei benötigte, um alle bestialischen Verfolgungen und Massenverhaftungen der kroatischen Nationalisten zu rechtfertigen. Man kann sich vorstellen, welchen Leiden diese neuen 30 Verhafteten ausgesetzt werden, wenn die Polizei nicht einmal ihre Namen bekanntgibt.

Wir erheben den energischsten Protest gegen die neuen Verfolgungen der kroatischen Nationalisten. Wir fordern, daß man mit den Martern des verhafteten Hranilović und seiner Kameraden aufhört. Die Polizei der Diktatur kann das Ausland von der Wahrheit ihrer Untersuchungen nicht überzeugen. Die auswärtige Welt steht bestürzt vor den grausamen Ermordungen, welche gerade im Zagreber Polizeigefängnisse ausgeführt werden. Es ist uns, wie auch allen jenen, denen die Verbrechen der Polizei bekannt sind, verständlich, warum Babić und Hranilović der Aufforderung der Agenten, auf die Polizei zu kommen, mit Revolvern geantwortet haben.

Die unterdrückten Völker Jugoslawiens, die armen Arbeitermassen, überhaupt ganz Jugoslawien, haben kein Vertrauen mehr zu den Behörden und Gerichten der Diktatur. Schon vor dem bloßen Gedanken, auf die Polizei abgeführt zu werden, graut jedem anständigen und freiheitlichen Menschen und es ist kein Wunder, daß Gedanken der persönlichen Selbstverteidigung entstehen und diese in die Tat umgesetzt werden.

Nur dann, wenn der Druck und die Versklavung der unterdrückten Völker aufhört, nur dann, wenn dieses blutige Diktaturregime gestürzt wird, werden auch die Fälle Babić und Hranilović aufhören.

Tomislav Stanić

## Der blutige Terror der militaristisch-faschistischen Diktatur in Jugoslawien und die nationale Unterdrückung

Ein bedeutender Appell der national-revolutionären Organisationen des Balkans

Peter Jivkovitsch waltet seines ihm von Alexander Kargeorgevitsch anvertrauten Amtes.

Das Blut fließt in Strömen in Jugoslawien, die Glawniatscha und die anderen schaurigen Todeskammern dieses Landes sind vollgepfropft.

Dieses blutige Mordregime, das die Arbeiter, Bauern, Handwerker, Intellektuelle, Nationalrevolutionäre massenweise niedersäbelt, wütet in einem sadistischen Massakerfieber. Es wütet aber ganz besonders gegen die Mazedonier und die Kommunisten.

Wir veröffentlichen untenstehend die wichtigsten Stellen eines Aufrufes, der von den nationalrevolutionären Organisationen des Balkans an die unterdrückten Völker Jugoslawiens gerichtet wurde.

Um den wahren Charakter der Einteilung des Staates in die Banate sowie den Schlag, der gegen die nationale Existenz aller unterdrückten Völker gerichtet wird, hervorzuheben, wird im Aufrufe gesagt:

«Dürfen wir auch weiter schweigen, wenn den alten Methoden der Kolonisierung des Kossovogebietes und Mazedoniens, der Ausrottung der Albaner und Mazedonier, den alten Methoden der Serbisierung neue, noch gefährlichere

Methoden hinzugefügt werden? Wenn den alten großserbischen Faschisten die kaiserlich-russischen Weißgardisten Wrangels zugeführt werden, an dieselben der albanische Grund und Boden verteilt wird und diese im Kossovogebiet angesiedelt werden, damit sie den Henkersdienst an dem albanischen Volke versehen? Die neuen Methoden beabsichtigen, in zehn Jahren das albanische Volk im Kossovo auszurotten und dasselbe durch die serbischen nationalen Elemente zu ersetzen, die Mazedonier ökonomisch durch die serbischen Kolonisten zu verdrängen und dieselben finanziell dem serbischen Kapital auszuliefern.

Nach der amtlichen Proklamierung Mazedoniens und einer Hälfte des Kossovos zum serbischen Banate Vardar und der Serbisierung der mazedonischen und albanischen Bevölkerung werden noch furchtbarere Verfolgungen als je gegen jeden, der es wagen sollte, seine Muttersprache und seinen nationalen Namen zu verteidigen, vorbereitet.

Man darf nicht in der verzweifelten Lage schweigen, in welche das Diktaturregime alle Völker gebracht hat. Die landwirtschaftliche Krise hat äußerstes Elend unter der Bauernschaft geschaffen. Hunderttausende Bauern sind Tagelöhner geworden, welche ins Ausland flüchten, um dort das trockene Brot zu verdienen oder unter den schwierigsten

Bedingungen in den Industrieunternehmen des Landes zu roboten. Der Hunger hört in den passiven Ländern nicht auf. Die Steuern und die anderen Staatsabgaben werden erhöht, der Preis der landwirtschaftlichen Produkte ist gesunken, wie nie bisher. Die überschuldeten Bauern können mit ihren Produkten weder die rückständigen Steuern noch die Zinsen für die Bank- und Wucherdarlehen, welche zirka 5 Milliarden Dinar betragen, zahlen. Die Diktatur hat dem Bauern den Boden definitiv entzogen. Die Agrarreform ist liquidiert, und den Großgrundbesitzern werden als Geschenk Milliarden des Volksvermögens für einen kleinen Teil des abgenommenen Bodens zugeschanzt.»

Der Aufruf konstatiert, daß es dem Diktaturregime in Jugoslawien trotz dem furchtbaren Terror weder gelungen ist, die Massen zu gewinnen, noch dieselben einzuschüchtern, und daß alle Möglichkeiten für eine breite und mächtige Aktion der Massen vorhanden sind, um die Diktatur zu stürzen.

Zum Zwecke der Vorbereitung des Befreiungskampfes fordert der Aufruf die Massen der unterdrückten Völker zur Organisierung der Kampfkomitees auf:

«Deswegen rufen wir den Massen der unterdrückten Völker zu, daß sie selbst aus ihrer Mitte Kampfkomitees wählen. In jedem, auch dem kleinsten Orte, in jedem Dorfe und jeder Ansiedlung müssen von revolutionären Bauern, revolutionären Arbeitern, aufrechten und fortschrittlichen Intellektuellen Kampfkomitees gebildet werden. Diese Komitees müssen die Massen um sich vereinigen, sie müssen Führer in den täglichen Kämpfen gegen die nationale, ökonomische, finanzielle, soziale Politik der Diktatur sein und

die Organisierung der breiten Massen zum Zwecke des Sturzes des Diktaturregimes durchführen.»

Der Aufruf endet mit folgenden Worten:

«Unterdrückte Völker Jugoslawiens!

Das Werk Eurer Befreiung ist Euer Werk!

Tretet sofort in den Kampf gegen die blutige Monarchie, gegen die großserbische militaristisch-faschistische Diktatur! Mit Euch sind die national-revolutionären Bewegungen, die revolutionäre Arbeiter- und Bauernbewegung des ganzen Balkans. Sie nehmen Euren Kampf als ihren eigenen auf. Sie werden die revolutionäre einheitliche Front von Jugoslawien auf den ganzen Balkan ausdehnen;

wegen der Vereinigung aller Kräfte im Kampfe für die vollständige nationale Befreiung aller Balkanvölker von den inländischen und ausländischen Imperialisten;

für die Er kämpfung des freien und unabhängigen Mazedoniens, Kroatiens, Montenegros, des albanischen Kossovogebietes, Sloveniens, Bosniens und der Herzegovina, Serbiens und der Wojwodina;

für die Verwirklichung unserer großen Idee der Balkanföderation der freien, nationalen Republiken aller Werktätigen.»

Gezeichnet:

Innere Mazedonische Revolutionäre Organisation (ORIM Unifié)

Albanisches Komitee der Nationalen Befreiung  
Revolutionäres Komitee von Kossowo  
Revolutionäre Organisation der Dobrudscha  
Revolutionäres Komitee West-Thrakiens

## Offener Brief

An den Präsidenten  
des Pariser Internationalen Komitees zur Verteidigung  
der politischen Gefangenen

Herr Präsident!

Da der Zweck Ihres Komitees die Verteidigung und der Schutz der Unglücklichen ist, welche für ihre Forderung des Rechtes und der Gerechtigkeit von den Tyrannen in dunkle Gefängnisse geworfen wurden, sage ich Ihnen, daß die gesamte Bevölkerung des Kossovogebietes, beinahe eine Million Albaner, sich zum Tode verurteilt sieht.

Als in London die Schaffung eines unabhängigen Albanien beschlossen wurde, sprach man den größten und wichtigsten Teil des albanischen Landes, das Kossovogebiet, Jugoslawien zu. Die Bevölkerung des Kossovo, beinahe eine Million, wurde der Ausrottung durch die barbarische serbische Regierung ausgesetzt. Seither wird diese Ausrottung mit einer ganz besonderen Wildheit angewendet. Beinahe hunderttausend Albaner fielen durch die Banden der «Weißen Hand».

Ermordung, Stockschläge, raffinierte Torturen, welchen die Albaner aus dem Kossovogebiet unterliegen, sind legale Dinge. Der ganze Staatsorganismus Jugoslawiens setzt sich nur aus den, der «Weißen Hand» Zugehörigen, zusammen. Dieses Komitee gab den Gendarmen den Befehl, die Albaner aus dem Kossovogebiet mit allen Mitteln: Ermordung, Gefangennahme, Tortur, Güterraub auszurotten. Jene, welche einem sicheren Tod entgehen wollen, nehmen den Weg in die Emigration. Jedes gegen einen Albaner aus dem Kossovogebiet begangene Verbrechen wird, weit entfernt als ein Verbrechen gewertet zu werden, vielmehr als ein patriotischer Akt belobt. Der Kommandant des Gen-

darmeriepostens im Kossovo, in dessen Sprengel die meisten Albaner ausgerottet, die meisten verschwunden oder ausgewandert sind, erhält eine ausgiebige Beförderung. Daher ist jeder Gendarmerieposten für den Albaner aus dem Kossovogebiet ein Verließ, eine Bastille.

Das gegenwärtige Diktaturregime, welches Parlament und Gesetze aufgehoben hat, verfolgt mit einem ganz besonders grausamen Sadismus das genannte Ausrottungsprogramm der «Weißen Hand».

Die Albaner aus dem Kossovogebiet sind sicher, daß die große französische Nation, die durch ihre große und schöne Geschichte dem ganzen Weltall Gerechtigkeit, Recht und Freiheit gelehrt hat, diese Verbrechen nicht kennt. Die Belgrader Regierung, die diese begeht, stützt sich jedoch, um überhaupt existieren zu können, auf die französischen Waffen. Sie zieht Nutzen aus dem Geld des französischen Volkes.

Um diesem Martyrium des albanischen Volkes aus dem Kossovogebiete ein Ende zu setzen, bitte ich Sie, Herr Präsident:

1. Diese schrecklichen, im Kossovogebiete begangenen Verbrechen durch die liberale Presse Frankreichs veröffentlicht zu lassen, damit diesem blutigen Drama ein Ende gesetzt wird.

2. Eine Enquete über diese Verbrechen und Grausamkeiten der «Weißen Hand» im Kossovogebiet und besonders unter den Emigrantenmassen zu organisieren.

Wenn Menschlichkeit, Milderung der Qualen der Menschheit ist, denke ich, muß diese besonders dort angewendet werden, wo Terror und Verbrechen als Tugenden angesehen werden.

Mit dem Ausdrucke meiner vorzüglichsten Hochachtung, verbleibe ich, Herr Präsident

Professor Kiamil Balla,  
ehemaliger albanischer Abgeordneter

Adresse du journal:

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE  
Wien IX, Postamt 71, Postfach 50

## SOMMAIRE

Notre nouvelle adresse: **Wien, IX., Postamt 71, Postfach 50**  
Prière d'adresser tout envoi d'argent à **La Fédération Balkanique**  
— Postscheckkonto No. **D-73.796** Wien, Autriche

Prix du numéro et abonnement pour  
6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Autriche,  
Dollars 0.10 et 1.20 pour tous les autres pays.

### Texte français (pages 2729—2736)

P. Louis: La Quinzaine Internationale — D. Iwanoff: La situation en Bulgarie et le procès contre „les 52“ — Télégrammes et Résolutions de protestation au gouvernement et aux autorités judiciaires bulgares — La sanglante terreur de la dictature militaire-fasciste en Yougoslavie et l'oppression nationale — D. Vlakhoff: A propos du Congrès des Sociétés Macédoniennes de Bienfaisance en Bulgarie — I. Ermoff: Les socialistes et la lutte de libération nationale des peuples balkaniques — K. Balla: L'Exposition à Berlin de la Terreur en Yougoslavie — C. Drevet: Les martyrs de notre époque — J. Andrich: Minorités, fascisme et Balkans — Ce que le fascisme prépare en Albanie

### Texte allemand (pages 2736—2740)

N. Pericles: Zum internationalen Friedenskongreß — D. Iwanoff: Die Lage in Bulgarien und der Prozeß der „52“ — Protest-Telegramme und -Resolutionen an die Regierung und Justizbehörden Bulgariens — R. Radeff: Hermann Wendel und die jugoslawischen Sozialisten im Bündnis mit der Diktatur — T. Stanic: Die Massenverhaftungen der kroatischen Nationalisten — Der blutige Terror der militaristisch-faschistischen Diktatur in Jugoslawien und die nationale Unterdrückung — Offener Brief an den Präsidenten des Pariser Internationalen Komitees zur Verteidigung der politischen Gefangenen

Propriétaire, Editeur et Gérant responsable: Josef Vrba, Wien, XVI., Grundsteingasse 41.  
Imprimerie: Carl Herrmann, Wien, IX., Alserstrasse 50.